

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA CHAMBRE SYNDICALE
DES
AGENTS DE CHANGE DE PARIS

DROITS - OBLIGATIONS - RESPONSABILITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 29 octobre 1913, à 3 heures

PAR

Henri de LAPORTE

Président : M. CAPITANT, professeur.
Suffragants : { MM. WAHL, {
PERCEROU, { professeurs.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1913

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA CHAMBRE SYNDICALE

DES

AGENTS DE CHANGE DE PARIS

DROITS - OBLIGATIONS - RESPONSABILITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mercredi 29 octobre 1913, à 3 heures



PAR

Henri de LAPORTE

Président : M. CAPITANT, *professeur.*

Suffragants : { MM. WAHL, { *professeurs.*
PERCEROU, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

EDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1913

L A

Chambre syndicale des agents de change de Paris

ses Obligations, ses Droits, sa Responsabilité

INTRODUCTION HISTORIQUE

L'extension prodigieuse des valeurs mobilières à l'époque contemporaine, l'importance des capitaux que représentent ces valeurs, le chiffre des opérations de placement dont elles sont l'objet, justifient l'intervention d'intermédiaires chargés de leurs négociations et dont le rôle apparaît nécessairement comme considérable au point de vue économique. Ces intermédiaires, pour présenter toutes les garanties destinées à faciliter la circulation et le placement des titres, doivent satisfaire à des conditions rigoureuses de compétence professionnelle et d'honorabilité. Il est indispensable, que leur probité soit un sûr garant de la fidèle exécution des ordres reçus de leur clientèle. Les intérêts des opérateurs à la Bourse ne peuvent être laissés à la merci

d'agents d'affaires qui ne sauraient pas les défendre contre l'agiotage. Il importe, enfin, que le cours des valeurs négociées en bourse soit régulièrement constaté, et que l'intérêt personnel des intermédiaires chargés de cette mission ne vienne pas troubler frauduleusement l'application de l'offre et de la demande. Ainsi s'explique la création, par le législateur, de la Compagnie des Agents de change, qui, en vertu de l'article 76 du Code de commerce, a seule le droit de négocier des effets publics. Les membres de cette Compagnie sont placés sous la surveillance et l'autorité d'une chambre syndicale, qui exerce des fonctions de police intérieure et qui dénonce à l'autorité les contraventions aux lois et aux règlements.

L'objet de cette étude est précisément de décrire les fonctions et les attributions de la Chambre syndicale des agents de change. Mais, pour comprendre son organisation actuelle, il est nécessaire de jeter un coup d'œil rapide sur son passé, de rechercher quelles sont ses origines, comment elle s'est formée, et par suite de quel développement historique elle est arrivée à jouer, sur le marché des valeurs, le rôle considérable qui en fait un des rouages principaux de notre organisme financier.

La Chambre syndicale trouve son origine dans un règlement appliqué par le roi aux agents de change de la Ville de Paris le 5 septembre 1784, dont l'article 10 est ainsi conçu : « Il sera nommé tous les ans, par le lieutenant de police, un comité de sous-agents de change

pour aider de leurs conseils le syndic et les adjoints lorsqu'ils en auront besoin, lequel comité pourra être continué avec l'agrément du lieutenant général de police. »

« L'organisation de la Chambre syndicale a donc été, au début, purement administrative. Mais bientôt la Compagnie des Agents de change chercha à se soustraire à cette tutelle administrative, à éviter le contrôle de la police pour le fonctionnement de la Chambre syndicale. Dans un nouveau règlement qui fut élaboré à l'occasion de la révision des statuts de la Compagnie et homologué le 2 décembre 1786, la Chambre syndicale fut transformée en un organe électif. Le comité était alors composé de 9 membres : le syndic, l'adjoint au syndic, le doyen et six membres élus par l'assemblée générale. Les membres de la Chambre syndicale étaient tenus de se réunir tous les jeudis, et ils avaient à s'occuper de toutes les questions concernant la Compagnie des Agents de change.

Les événements vinrent arrêter momentanément les développements de la Compagnie des Agents de change. La Convention se déclara nettement hostile à l'esprit de spéculation ; un décret du 27 juin 1793 ordonne la fermeture de la Bourse : les agents de change sont incarcérés ; leurs registres et leur comptabilité sont mis sous scellés. Un décret du 9 septembre 1793 décide : 1° que dans le jour, les scellés qui ont été mis sur les papiers et effets des banquiers, agents de change, négociants et

gens d'affaires seront levés ; que les commissaires de sections feront aussi, dans le jour, l'inventaire des papiers qui se trouveront sous les scellés ; 2° que ceux qui ont été mis en état d'arrestation dans des maisons d'arrêt seront mis à la garde de bons citoyens, à leurs frais, jusqu'à ce que leur conduite ait été jugée intacte (1).

La loi du 28 vendémiaire an IV (20 octobre 1795) s'attache à préciser les fonctions des agents de change ; elle établit vingt agents chargés des négociations en banque et cinq chargés de la vente et de l'achat des espèces métalliques et des matières d'or et d'argent. Les agents de change doivent être nommés par les pouvoirs publics. Le Comité, c'est-à-dire la Chambre syndicale, prévu par les statuts homologués le 2 décembre 1786, est réorganisé par l'arrêté du 15 pluviôse an IV, avec mission spéciale de constater le cours des changes et des négociations pratiquées sur la place de Paris, mais le nombre de ces membres est réduit à cinq au lieu de neuf : le syndic et quatre adjoints. En rétablissant à la fois la nomination des agents de change par le gouvernement et le fonctionnement de la Chambre Syndicale, les législateurs de l'époque se proposaient d'exiger des intermédiaires de bourse une garantie de

(1) Voir le *Manuel des agents de change, banque, finance et commerce*, contenant les lois, règlements et actes officiels, qui régissent et intéressent l'exercice de leurs fonctions, 5^e édition, Paris, 1893, avec supplément 1902 ; cette publication contient tous les textes qui réglementent la profession d'agent de change depuis son origine.

leur fidélité dans l'exercice de leurs fonctions (1). Cette idée est nettement exprimée dans l'exposé des motifs de la loi du 28 ventôse an IX (19 mars 1801) relative à l'établissement des bourses du commerce et à l'organisation des Compagnies d'Agents de change : « Entre le vendeur et l'acheteur, déclare l'exposé, il est besoin d'intermédiaires qui facilitent, proposent, consomment, garantissent l'exécution du contrat qui se fait entre eux. Il faut que ces intermédiaires, qui sont les agents de change et les courtiers, offrent, par leur moralité, leurs connaissances, et même par l'engagement d'une partie de leurs propriétés, une garantie à l'administration publique comme à l'intérêt particulier. Il faut donc qu'ils soient désignés par le gouvernement à la confiance publique, et que l'Etat, comme un négociant qui les emploie, trouve dans un cautionnement le gage de leur bonne conduite, ou de l'expiation de leurs erreurs ou de leurs fautes s'il leur en échappe... En les nommant, en exigeant d'eux une garantie spéciale, le gouvernement veut aussi prendre des mesures pour que ceux qui se sont livrés à cette profession, sans avoir les qualités qui inspirent et justifient la confiance publique, ne puissent plus l'exercer, pour que la bonne foi des citoyens ne soit plus abusée, la fortune publique livrée aux calculs de la cupidité et de la mauvaise foi. » L'arrêté du 29 germinal an IX consolide l'institution

(1) Voir les travaux préparatoires de la loi du 28 ventôse an IX, dans Dalloz, *Répertoire*, V^e *Bourse de commerce*, p. 409 à 415.

de la Chambre syndicale ; il porte à six le nombre des adjoints qui doivent assister le syndic, et leur confie collectivement la mission d'exercer une police intérieure, de rechercher les contraventions aux lois et aux règlements, et de les faire connaître à l'autorité publique. L'arrêté décide, en outre, que « toute contestation entre les agents de change relativement à l'exercice de leurs fonctions, sera portée devant le syndic et les adjoints qui sont autorisés à donner leur avis. Si les intéressés ne veulent pas s'y conformer, l'avis sera renvoyé au tribunal de commerce, qui prononcera, s'il s'agit d'intérêts civils ; et au commissaire du gouvernement près du tribunal de première instance, s'il s'agit d'un fait de police et de contravention aux lois et règlements, pour qu'il exerce les poursuites sans délai ; le tout, sans préjudice du droit des parties intéressées. » Enfin, la destitution des agents de change qui violeront les lois ou prévariqueront dans l'exercice de leurs fonctions, ne pourra être prononcée par le premier consul, que sur l'avis des syndics et adjoints, devant lesquels le prévenu comparaitra d'abord. La durée des fonctions des membres de la Chambre syndicale avait été limitée à trois mois, par une ordonnance du préfet de police du 1^{er} thermidor an IX ; elle fut portée à un an, conformément à la tradition, par l'arrêté du 27 prairial an IX, qui s'occupe de toutes les questions se rattachant à la négociation des effets publics et des valeurs mobilières. C'est le même texte qui attribue à la Chambre syndicale,

outre le pouvoir réglementaire et disciplinaire, la mission d'établir et de publier la cote des cours des effets publics. La dénomination du Comité fut conservée à la réunion du syndic et des six adjoints jusqu'à l'ordonnance royale du 29 mai 1816, qui développa l'institution et lui donna le nom de Chambre syndicale ; cette désignation lui appartient encore aujourd'hui. L'ordonnance dont il s'agit, spéciale au parquet de Paris, indique d'une manière très nette les motifs pour lesquels la Chambre syndicale a été conservée : « Pour assurer à la Compagnie des Agents de change la confiance et l'estime qui doivent l'environner, il est utile de la rendre, en quelque sorte, gardienne de sa propre considération, en établissant dans son sein une autorité surveillante, composée de ses membres les plus instruits et les mieux famés. » La Chambre syndicale est investie, par cette ordonnance, de pouvoirs considérables, au triple point de vue du recrutement, de la discipline et de la réglementation. D'abord quant au recrutement : « Les agents qui voudront, conformément à l'article 91 de la loi du 28 avril 1816, disposer de leurs charges, seront tenus de faire agréer provisoirement leur successeur par la Chambre syndicale, qui exprimera son adhésion motivée, et les présentera au ministre des finances chargé de les agréer définitivement pour être, sur sa proposition, nommés par le roi. »

Quant à la discipline : « La Chambre syndicale aura sur les membres de la Compagnie la surveillance et

l'autorité d'une chambre de discipline ; elle veillera avec le plus grand soin à ce que chaque agent de change se renferme strictement dans les limites légales de ses fonctions ; elle pourra, suivant la gravité des cas, censurer, suspendre les contrevenants de leurs fonctions et provoquer auprès du ministre leur destitution. Enfin, au point de vue de la réglementation, la Chambre syndicale est autorisée à soumettre à l'approbation royale, par l'intermédiaire du ministère des finances, tous les changements qu'elle jugera nécessaires aux règlements.

Cette ordonnance posait un assez grand nombre de principes dont la mise en œuvre demandait des précisions ; les règles de détails ont été posées dans les divers statuts de la Compagnie des Agents de change près la Bourse de Paris, notamment dans le règlement général de 1870. Toutes les dispositions essentielles de ces règlements, c'est-à-dire les usages de la place de Paris successivement codifiés, sont passés dans le décret du 7 octobre 1890 qui les a étendus à toutes les bourses pourvues d'un parquet. D'après ce décret, la Chambre syndicale était composée de sept membres : un syndic et six adjoints. Ultérieurement, la loi du 13 avril 1898 étant venue consacrer le droit exclusif des agents de change de négocier les valeurs admises à la cote, l'élargissement du marché officiel fut reconnu indispensable et le nombre des agents de change fut porté de 60 à 70 par le décret du 29 juin 1898. Par voie de conséquence,

l'augmentation du nombre des adjoints parut nécessaire, et la Chambre syndicale se compose aujourd'hui de neuf membres ; le syndic et huit adjoints.

Tel a été, depuis ses origines, le développement de la Chambre syndicale, elle est apparue à toutes époques comme un rouage indispensable du mécanisme de la Bourse, comme une garantie nécessaire des intérêts du public.

Quel est aujourd'hui le rôle de la Chambre syndicale des agents de change ? Elle est la représentation permanente de la Compagnie des Agents de change, et, en cette qualité, elle est appelée à prendre des décisions multiples dont la variété embrasse, peut-on dire, tout le cercle des affaires qui intéressent le parquet. D'après l'article 21 du décret du 7 octobre 1890 : « Les attributions générales de la chambre sont : 1° de prononcer ou de provoquer, suivant les cas, l'application des mesures disciplinaires prévues à l'article 23 ; 2° de prévenir ou concilier tous les différends que les agents de change peuvent avoir à raison de leurs fonctions, soit entre eux, soit avec des tiers, et d'émettre, s'il y a lieu, son avis en cas de non-conciliation ; 3° de représenter collectivement tous les membres de la Compagnie pour faire valoir leurs droits, privilèges et intérêts communs, et d'administrer la caisse commune prévue à l'article 26. » Mais les termes de ce décret ne sont nullement limitatifs (1)

(1) V. Boissière, *La Compagnie des agents de change et le marché officiel à la Bourse de Paris*, 1908, p. 57.

L'énumération précédente ne trace pas une énumération complète de toutes les attributions qu'exerce la Chambre syndicale. Il faut ajouter qu'elle joue un rôle prépondérant sur tout ce qui concerne le recrutement du personnel : elle s'occupe de l'admission et de la présentation au ministre des finances, des candidats aux fonctions d'agent de change, fait porter son contrôle sur les bailleurs de fonds admis à contracter une société avec l'agent de change, sur les commis principaux que ces derniers s'adjoignent, et dans une certaine mesure, sur les fondés de pouvoirs qu'ils choisissent. Elle contrôle le fonctionnement intérieur des charges, au point de vue de la comptabilité et de la régularité des opérations ; elle s'occupe de l'administration du patrimoine qui lui appartient ; elle autorise les syndics à ester en justice, à acquérir ou aliéner des valeurs immobilières, à consentir des transactions, des compromis et des désistements, et, d'une façon générale, à passer tous les actes pour lesquels la réunion d'une assemblée générale n'est pas nécessaire. Dans le cas contraire, elle prend l'initiative de la réunion des assemblées générales et en constitue le bureau ; elle procède ainsi toutes les fois que les circonstances le commandent. Son rôle est essentiel au fonctionnement du marché officiel ; il lui appartient de décider de l'admission d'une valeur à la cote, de sa radiation et de surveiller la publication des cours ; elle transmet ses propositions au préfet de police pour la fixation des heures d'ouverture

ou de fermeture de la Bourse, elle indique les modalités qui pourront être usitées dans les marchés à terme ; elle surveille la réalisation des transferts par les agents, contrôle l'exécution des marchés au comptant et même celle des marchés à terme et s'entremet dans la liquidation de ces derniers. Elle garantit l'observation des engagements pris par les agents de change, et s'en porte garante vis-à-vis du public dans la limite fixée par l'article 55 du décret de 1890. Les ordres portant sur les rentes françaises sont transmis directement par les trésoriers-payeurs généraux à la Chambre syndicale et il en est également des ordres qui émanent du ministère des finances pour le compte des diverses caisses qu'il contrôle. La Chambre syndicale procède encore à la distribution des services entre les agents nommés aux fonctions d'adjoints.

On voit par ce tableau résumé la diversité et l'importance des attributions qu'exerce la Chambre syndicale.

Si l'on cherche à les grouper logiquement, on peut adopter l'ordre suivant :

1° Attributions disciplinaires ;

2° Pouvoir d'admission des valeurs à la cote officielle ;

3° Intervention de la Chambre syndicale dans la réglementation et l'exécution des marchés de Bourse ;

4° Administration par la Chambre syndicale du patrimoine corporatif de la Compagnie des Agents de change.

Nous consacrerons un chapitre à chacun de ces groupes d'attributions, mais, auparavant, nous étudierons :

- 1° La composition de la Chambre syndicale ;
- 2° Les caractères juridiques de cette chambre.

CHAPITRE PREMIER

LA COMPOSITION DE LA CHAMBRE SYNDICALE.

Pour étudier le fonctionnement de la Chambre syndicale, il faut d'abord savoir comment elle est composée ; mais nous devons au préalable spécifier que cette étude porte uniquement sur la Chambre syndicale de la Bourse de Paris. Dans les autres places qui sont constituées en parquets, il existe aussi des Chambres syndicales organisées à l'instar de celles de Paris ; ce que nous disons de la Chambre syndicale de Paris s'applique, par suite, aux chambres des parquets de province. Il est à noter, en effet, que, depuis le décret du 2 juillet 1862, les parquets de province dépendent du ministère des finances, comme celui de Paris dès l'origine, et non plus du ministère du commerce ; en outre, le décret du 7 octobre 1890 les a assimilés au parquet de Paris quant à l'exercice du pouvoir disciplinaire sur les agents.

Il y a cependant une différence considérable à relever entre l'organisation des parquets de province et celle du parquet de Paris. C'est seulement aux membres de ce dernier parquet que s'applique la solidarité légale. Les agents des parquets de province n'y sont

pas assujettis. Relativement aux Compagnies des agents de change sur les places dont les bourses ne sont pas constituées en parquets, leurs Chambres syndicales sont régies, quant à l'élection et aux attributions, par le décret du 5 janvier 1867 et par celui du 7 octobre 1890, articles 30, 3, 13 et 14. D'après l'article 1^{er} du décret du 5 janvier 1867, les agents de change des villes où il n'existe pas de parquet doivent être réunis aux courtiers d'assurances et aux courtiers interprètes et conducteurs de navires, sous la juridiction d'une seule Chambre syndicale, qui porte le nom de « Chambre syndicale mixte » et qui est régie par le chapitre IV du décret du 7 octobre 1890, art. 17 à 30, sur les Chambres syndicales. Le nombre des membres, dont se compose une chambre syndicale mixte, est fixé par le décret du 5 janvier 1867, article 2 : Sept membres, y compris le syndic, lorsque le nombre des agents ou courtiers participant à la nomination de la chambre syndicale est de 14 et au-dessus ; cinq membres y, compris le syndic, lorsque ce nombre est de 10 à 13 ; trois membres, y compris le syndic, lorsque ce nombre est de 6 à 9. Si le nombre des agents ou courtiers réunis est inférieur à six, les fonctions de la Chambre syndicale sont confiées au tribunal de commerce. En fait, c'est le tribunal qui remplace la Chambre syndicale dans la plupart des cas. Seules, les villes de Cette, Dunkerque, le Havre, la Rochelle et Rouen ont un nombre suffisant d'agents de change et de courtiers d'assurances ou inter-

prêtes, pour pouvoir constituer ces Chambres syndicales mixtes. Partout ailleurs, les chambres syndicales sont composées de magistrats consulaires.

Il y a cependant trois cas dans lesquels les attributions de la Chambre syndicale ne passent pas au tribunal de commerce : 1° en cas de présentation d'un agent de change ; s'il n'y a pas de Chambre syndicale, les agents exerçant leur ministère dans la même ville, réunis à cet effet en assemblée générale, doivent, ainsi que le tribunal de commerce, émettre leur avis sur la présentation du successeur. Il s'agit alors d'un simple avis, dont le gouvernement peut ne pas tenir compte ; tandis que, s'il existe une Chambre syndicale, il faut non seulement un avis, mais une approbation de cette dernière, et le gouvernement ne pourrait pas nommer un successeur dont la présentation n'aurait pas l'assentiment de la Chambre syndicale ; 2° et 3° en cas de création et de suppression d'office, l'avis de la Chambre syndicale absente, est remplacé, non par celui du tribunal de commerce, mais par l'avis des agents de change, exerçant dans la même ville, réunis à cet effet en assemblée générale (décret du 7 octobre 1890, art. 13 et 14). On sait que cette création ou cette suppression ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un décret.

La Chambre syndicale est l'organe des 70 agents de change à la Bourse de Paris qui, eux-mêmes, envisagés collectivement, forment le parquet. A la tête de la Compagnie des agents de change se trouve la Cham-

bre syndicale. La Compagnie des agents de change est une personne morale (1) ; cette personnalité a, du reste, été formellement reconnue par le décret du 7 octobre 1890, tant pour les parquets de province, que pour le parquet de Paris. Ce décret décide que les Compagnies d'agents de change peuvent accomplir les actes de la vie civile, posséder un patrimoine sous le nom de caisse commune et effectuer des négociations en leur nom (décret du 7 octobre 1890, art. 21, 27 et 57). Dans la constitution de cette personne morale, se détachent, au premier plan, deux rouages essentiels : l'assemblée générale et la Chambre syndicale de la Compagnie des agents de change. Ces deux rouages doivent être soigneusement distingués : l'un exerce le pouvoir législatif, l'autre le pouvoir administratif.

L'assemblée générale est réglementée par le chapitre V du décret du 7 octobre 1890, et par l'article 18 du règlement particulier du 3 décembre 1891, modifié sur certains points le 29 juin 1898 et le 30 janvier 1899. Elle constitue le moyen d'assurer la participation de chacun des agents de change au gouvernement de la Compagnie ; elle se compose de tous les membres actifs du parquet, ceux-ci ont voix délibérative. Les membres honoraires, qui n'ont jamais que voix consultative, assistent de droit aux assemblées générales de fin d'année et aux assemblées de réception ; ils ne

(1) Cass., 16 février 1885, S. 86.1.456, arrêt rendu pour le parquet de Lyon.

peuvent participer aux autres assemblées que sur l'invitation de la Chambre syndicale.

L'assemblée générale, régulièrement constituée, quand plus de la moitié des membres de la Compagnie sont présents, se réunit en sessions ordinaires ou en sessions extraordinaires ; le bureau est présidé par le syndic, qui dirige les débats et qui a la police de la réunion. L'assemblée ordinaire, qui est tenue obligatoirement dans la dernière quinzaine de décembre, reçoit le compte de gestion du syndic, entend le rapport de la commission de la comptabilité et est mise au courant des travaux de la Chambre syndicale pendant l'année écoulée. Elle procède, en outre, à l'élection du syndic et des adjoints pour l'année à venir.

Des sessions extraordinaires peuvent être tenues, soit sur l'ordre du ministre des finances, soit de plein droit, en vertu du règlement (par exemple, pour l'installation d'un nouvel agent pour conférer l'honorariat...), soit en vertu d'une décision de la Chambre syndicale, pour examiner des questions qui intéressent la Compagnie. La chambre syndicale est obligée de donner suite à la demande formée, en vue d'une réunion extraordinaire, lorsqu'elle est exprimée par la moitié plus un des membres de la Compagnie. Les délibérations sont prises, soit souverainement, soit sous réserve de l'approbation du ministre des finances ; il en est ainsi pour toutes les modifications aux règlements particuliers.

Exerçant le pouvoir législatif, l'assemblée générale

a pour mission d'élaborer les règlements qui fixent les devoirs des agents de change, l'organisation corporative et le fonctionnement du marché initial.

Contrairement à l'ordonnance du 29 mai 1816, qui avait investi la Chambre de la fonction réglementaire, la Compagnie des agents de change a conservé dans la pratique la rédaction des règlements aux **assemblées** générales. Etant donné que ce règlement est obligatoire pour tout le monde, une fois qu'il a été homologué par le ministre des finances, on peut dire que le parquet de Paris exerce une fonction quasi-législative.

En dehors du pouvoir législatif proprement dit, l'assemblée générale est chargée d'accomplir les plus importants des actes concernant le patrimoine de la Compagnie ; citons à titre d'exemple, l'autorisation conférée au syndic pour emprunter, acquérir, aliéner, échanger ou hypothéquer des immeubles, à disposer de tout ou partie du fonds commun ; la fixation du tarif des prélèvements destinés à alimenter la caisse commune ; l'approbation de la gestion financière du syndic.

Quant aux actes normaux d'administration, ils sont passés par la Chambre syndicale, qui est en même temps un organe d'exécution, ou tout au moins qui surveille l'exécution par le syndic des mesures adoptées.

La Chambre syndicale, conseil délégué par la Compagnie des agents de change, tout entière, pour la représenter, et pour exercer un pouvoir disciplinaire sur les agents, se compose, sur les places où il existe un

parquet, d'un syndic et d'un nombre d'adjoints proportionnel à celui des membres de chaque Compagnie. A Paris, aux termes du décret du 7 octobre 1890, article 17, modifié par celui du 29 juin 1898 (et qui porte le nombre des agents de change de 60 à 70), la Chambre est composée de 9 membres, le syndic et 8 adjoints. Les Chambres syndicales des agents de change exerçant en province près les bourses munies d'un parquet, ne comprennent qu'un syndic et deux adjoints, lorsque le nombre des agents de change est de 9 au plus ; quatre adjoints, lorsque ce nombre est supérieur à 9 et ne dépasse pas 14 ; six, lorsque ce nombre est supérieur à 14 et ne dépasse pas 60.

A Paris, la Chambre syndicale est élue dans la dernière quinzaine de décembre par l'assemblée générale de la Compagnie, à la majorité des suffrages et au scrutin secret ; l'élection est faite séparément pour le syndic et par bulletins de listes pour les adjoints. La durée des pouvoirs de la Chambre est d'une année. D'après une tradition constante, le caractère d'intérêt général du rôle de la Chambre syndicale entraîne cette conséquence que les élus ne peuvent, pour des raisons de convenance personnelle, décliner le mandat qui leur a été confié. Procès-verbal des opérations électorales est adressé au ministre des finances, au préfet de la Seine, au préfet de police, au président du tribunal de commerce et de la chambre de commerce. Elle se réunit une fois par semaine, généralement le vendredi, et d'ailleurs toutes les fois que le syndic ou 4 adjoints en font la de-

mande. Les membres directement intéressés aux affaires soumises à la Chambre doivent s'abstenir de siéger. Si le quorum n'est pas atteint, il y a lieu de faire appel aux membres les plus anciens de la Compagnie, dans l'ordre du tableau. En cas de partage, la voix du syndic est prépondérante. Un procès-verbal est dressé à la fin de chaque réunion, et la Chambre fournit un rapport annuel sur ses travaux ; ses membres sont astreints à garder le secret sur les délibérations prises.

La Chambre syndicale est présidée par le syndic, chef élu de la Compagnie des agents de change et qui la représente notamment dans ses rapports avec le gouvernement. La loi du 15 pluviôse, article 4, portait déjà que « le syndic correspondra particulièrement avec le gouvernement ; il sera chargé d'envoyer exactement chaque jour le bulletin du cours du change à la Trésorerie nationale et au ministère des finances ».

Pour être éligible aux fonctions de syndic, il faut exercer la profession d'agent de change depuis cinq ans au moins (il en est ainsi à Paris et à Lyon ; c'est là une tradition fort ancienne). Le syndic sortant peut être réélu pendant cinq années consécutives ; à l'expiration de cette période il n'est rééligible qu'après une interruption d'une année. Cependant, si, à la fin de la période quinquennale, le syndic dont le mandat arrive à expiration réunit d'emblée au premier tour les trois quarts des voix, il peut être réélu pour cinq ans sans aucune interruption, et cette confirmation quinquen-

nale est admise indéfiniment. Le syndic est élu lors de l'assemblée générale de décembre par la majorité des suffrages, au scrutin secret et par vote spécial ; le scrutin a lieu sous la présidence du doyen, qui installe l'élu dans ses fonctions. En cas de vacance au cours de l'année, l'élection est faite sous la présidence d'un adjoint dans l'ordre du tableau.

Les attributions du syndic peuvent être groupées en cinq propositions : 1° Il est le président naturellement désigné de la chambre syndicale et des assemblées générales dont il dirige les délibérations avec voix prépondérante (décret du 7 octobre 1890, art. 19 et 32). En cas d'absence ou d'empêchement, c'est le premier adjoint présent en suivant l'ordre du tableau, c'est-à-dire celui des nominations de la dernière élection qui remplace le syndic (même décret, art. 28).

2° Il est le chef de l'action disciplinaire.

3° Il est le représentant officiel de la Compagnie, dans ses rapports avec le gouvernement et dans toutes les cérémonies officielles.

En conséquence, il correspond directement avec le ministre des finances, le préfet de la Seine et le préfet de police. Il est membre de droit de la commission des valeurs mobilières, instituée au ministère des finances pour évaluer la quotité imposable des titres émis par les gouvernements ou les établissements étrangers. Il est le représentant de la Compagnie, non seulement auprès du gouvernement, mais encore dans tous les

actes de la vie juridique (art. 27 du décret de 1890). Il peut ester en justice, soit comme demandeur, soit comme défendeur, avec l'autorisation de la Chambre syndicale. Il peut, sans autorisation, interjeter appel ou se pourvoir en cassation, mais il doit obtenir une nouvelle autorisation de la Chambre pour suivre sur l'appel ou sur le pourvoi.

4° Il est chargé d'exécuter les décisions prises par la Chambre syndicale ou par l'assemblée générale, et il dirige, à ce titre, tous les services de la Compagnie.

5° Enfin, il possède certaines fonctions administratives propres. Il signe le bulletin de la cote (art. 77 et suiv. du décret de 1890) ; il fixe le cours de compensation ; vise les affiches d'escompte, nomme les agents de change chargés de surveiller la liquidation ; il ordonnance les dépenses de la caisse commune ; signe les reçus des encaissements et établit la situation annuelle de ladite caisse.

En dehors du syndic, la Chambre syndicale comprend, à Paris, 8 adjoints (décrets du 7 octobre 1890, art. 17, et du 29 juin 1898, art. 28 et 29 ; règlement particulier du 3 décembre 1891, art. 17). Les adjoints sont des membres de la Compagnie dont la première fonction est de suppléer de plein droit, dans l'ordre des nominations de la première élection, le syndic empêché. En outre, ils peuvent exercer des fonctions à eux déléguées par la Chambre syndicale. Le règlement particulier de 1891 décide en effet que trois adjoints seront

de service chaque mois pour veiller à l'observation de l'ordre et au maintien des règlements. A cet égard, le roulement entre les adjoints est établi au début de chaque année par la Chambre syndicale. Le travail entre les trois adjoints est réparti de la manière suivante : l'un des adjoints veille à l'établissement de la cote, effectue des achats pour le compte des Trésoreries générales et des caisses publiques et arrête les cours de compensation ; le second certifie les transferts pour les agents absents et pour le compte de la Trésorerie générale et surveille le fonctionnement du marché au comptant. Les groupes du terme et la cote des reports sont soumis à la surveillance du troisième. Chacun des trois adjoints de service est affecté pendant dix jours, à chacune de ces attributions. Enfin, les adjoints possèdent certaines attributions honorifiques ; ils président à tour de rôle, pendant six mois, la commission de comptabilité ; deux d'entre eux, désignés par la Chambre syndicale, président chacun pendant six mois la commission de la cote des changes.

Quant aux membres du parquet, ils n'ont pas à intervenir individuellement dans le fonctionnement de la Chambre syndicale. Seul le doyen peut assister aux séances de cette Chambre, avec l'agrément de celle-ci. Toutefois, les autres agents sont appelés, selon les circonstances, dans l'ordre du tableau, pour compléter la chambre syndicale quand le quorum n'est pas atteint et remplacer les adjoints empêchés.

CHAPITRE II

CARACTÈRES JURIDIQUES DE LA CHAMBRE SYNDICALE.

On ne peut rechercher les caractères juridiques de la Chambre syndicale qu'en la rattachant à la corporation dont elle est un organe. La constitution de la Compagnie des agents de change obéit aux principes suivants : le pouvoir législatif, réglementaire et budgétaire, ainsi que le droit de décision pour les actes de haute administration appartiennent à la Compagnie elle-même, réunie, nous l'avons vu, en assemblée générale. Le pouvoir administratif est attribué à une délégation permanente de l'assemblée générale qui s'appelle la Chambre syndicale. Enfin, le pouvoir exécutif est exercé par un délégué de la Compagnie, le syndic, également élu par l'assemblée générale, tenu de lui rendre des comptes et soumis au contrôle d'une commission de comptabilité.

La Chambre syndicale constitue une représentation réduite mais permanente de la Compagnie. Elle est appelée à statuer sur les matières dont l'urgence requiert une décision immédiate ou qui, étant d'importance secondaire, embarrasserait inutilement l'ordre du jour des réunions plénières du parquet.

Dans quel cadre juridique convient-il de ranger la

Compagnie des agents de change d'abord, la Chambre syndicale ensuite ?

La Compagnie des agents de change est certainement douée de la personnalité morale (1), le décret du 7 octobre 1890 la lui a implicitement conférée tant pour les parquets de province que pour le parquet de Paris, en décidant que ces Compagnies peuvent agir en justice et dans les actes de la vie civile ; bien plus, il leur impose l'obligation de posséder un patrimoine sous le nom de caisse commune et leur reconnaît le droit d'effectuer des négociations en leur nom (décret du 7 octobre 1890, art. 21, 27 et 57). D'ailleurs la loi a organisé les agents de change en syndicat. Si les syndicats professionnels sont investis de la personnalité juridique (loi du 21 mars 1884) il doit en être de même de la Compagnie des agents de change (2).

Etant une personne morale, la Compagnie peut acquérir des biens, même des immeubles, au moins dans la limite où un syndicat professionnel pourrait lui-même le faire ; en outre la Compagnie peut s'engager, notamment par ses délits et ses quasi-délits.

C'est une question fort délicate que celle de savoir s'il faut ranger la Compagnie des agents de change parmi les personnes du droit public ou celles du droit privé. Ce n'est pas d'ailleurs une question purement théori-

(1) Thaller, *De la faillite des agents de change*, n° 81 ; Thaller, *Droit commercial*, n° 866 ; Buchère, *Traité des opérations de bourse*, n° 95.

(2) Thaller, *Droit commercial*, loc. cit.

que. Elle s'est présentée en 1886 devant la chambre civile de la Cour de cassation, dans l'affaire de la faillite de la Société du Crédit Foncier Suisse contre les agents de change de Paris, que nous étudierons plus loin à un autre point de vue. La Compagnie des agents de change de Paris, défenderesse au pourvoi, opposait une fin de non-recevoir tirée de ce que l'arrêt d'admission de la chambre des requêtes avait été signifié au syndic de la Compagnie en son domicile, et non au siège de la Chambre syndicale. La Compagnie, se fondant sur le caractère corporatif de l'Association des agents de change, prétendait que cette corporation, instituée dans un but d'intérêt général, devait être traitée comme un établissement public au point de vue de la signification des actes. Or, d'après l'article 69 n° 3 du Code de procédure civile, assignation est donnée aux établissements publics aux lieux où réside le siège de l'administration. La chambre civile a écarté cette fin de non-recevoir (1). La Compagnie des agents de change, personne morale, n'est certainement pas un établissement public. Les établissements publics forment partie intégrante de l'administration et sont soumis, notamment, à une gestion de patrimoine et à un régime de comptabilité qui sont inconnus des associations d'agents de change (2).

La Compagnie des agents de change est donc une personne juridique du droit privé. Peut-on la considé-

(1) Arrêt du 5 mai 1886, D. 1887.1.481.

(2) Ducrocq, *Cours de droit administratif*, t. II, n° 1353.

rer comme un établissement d'utilité publique? Il ne faut pas confondre les établissements d'utilité publique avec les établissements publics. « Ces établissements sont d'utilité publique, dit M. Capitant (1), parce qu'ils ont pour objet la satisfaction des besoins, la défense des intérêts communs à un certain nombre de personnes, et que, par là même, ils rendent des services à la communauté et apportent à l'Etat un précieux concours. Mais, à la différence des établissements publics, ils sont constitués par des particuliers, ils ne sont pas des organes de l'administration, mais des œuvres purement privées. »

Cette définition nous semble pouvoir s'appliquer à la Compagnie des agents de change. Si l'on n'acceptait pas cette application, il ne resterait plus qu'à considérer la Compagnie comme une association à but non lucratif. Quoi qu'il en soit, si l'on regarde la Compagnie comme un établissement d'utilité publique, il n'y a là aucune raison d'étendre à elle l'article 69, n° 3, du Code de procédure civile qui n'a été édicté que pour les établissements publics. Le syndic de la Compagnie a qualité pour représenter en justice activement et passivement la corporation dans les procès qui l'intéressent. Il y a donc lieu d'appliquer le principe d'après lequel les exploits sont signifiés soit à personne, soit au domicile particulier de celui qu'on assigne.

(1) Introd. à l'*Etude du droit civil*, 1912, p. 186 en note.

D'après ce qui précède, il y a à peine besoin de dire que les Chambres syndicales ne sont pas des autorités administratives. Cette thèse a été cependant plusieurs fois soutenue devant le Conseil d'Etat qui en a fait justice. Nous trouvons dans cet ordre d'idées, un arrêt du Conseil d'Etat du 17 février 1911 dont voici la teneur (1) : « Si d'après l'article 22 de l'arrêté du 27 prairial an X et l'article 82 du décret du 7 octobre 1890, il appartient au ministre des finances, dans un intérêt économique et financier, de contrôler les délibérations des Chambres syndicales, ces textes n'ont ni pour but, ni pour effet de ranger ces Chambres parmi les autorités administratives, dont les actes, aux termes de l'art. 9 de la loi du 24 mai 1872, sont susceptibles de recours pour excès de pouvoirs. » Le fait qu'un particulier s'est adressé au ministre des finances, pour obtenir l'annulation d'un règlement voté par une Chambre syndicale ; et que le ministre a laissé expirer sans répondre, le délai fixé par l'article 3 de la loi du 17 juillet 1900, ne change pas la nature de l'acte attaqué et ne peut donner compétence à la juridiction administrative. C'est devant l'autorité judiciaire que l'intéressé peut exercer toute action contre la Chambre syndicale et poursuivre les réparations auxquelles il peut avoir droit.

Un arrêt plus ancien à l'appui de la même idée.

Par application du principe que la chambre syndi-

(1) D. 1913.3.40.

cale n'est pas une autorité administrative, le Conseil d'Etat a jugé, le 19 avril 1907, qu'aucune disposition légale n'oblige le ministre des finances à faire délivrer à un intéressé copie d'une délibération de la Chambre syndicale qui le concerne ; cet intéressé ayant d'ailleurs le droit d'exercer devant l'autorité judiciaire les actions qu'il se croit fondé à intenter (1).

Si la Chambre syndicale n'est pas une autorité administrative, est-elle du moins une personne morale distincte de la personne morale qu'est la Compagnie des agents de change ?

La Chambre syndicale, nous le répétons, est un organe de représentation et d'administration de la corporation des agents de change. A première vue, on ne saisit pas pourquoi l'on songerait à investir cet organe d'une personnalité distincte. Cependant, certains auteurs ont affirmé la personnalité de la Chambre syndicale (2), ils ont voulu expliquer par là comment il est permis à une Chambre syndicale d'ester en justice par l'intermédiaire du syndic. La jurisprudence n'a jamais eu à se prononcer sur la question de la personnalité morale de la Chambre syndicale considérée comme telle, et indépendamment de la corporation tout entière des agents de change.

On trouve cependant, dans un arrêt de la Cour de Bordeaux du 22 mai 1911, que nous étudierons d'une

(1) Conseil d'Etat, 19 avril 1907, Dal. 1908. 3. 106.

(2) Crépon, *De la négociation des effets publics et autres*, n° 298.

façon particulière au cours de ce travail, cette assertion « Qu'il est malaisé de tenir la Chambre syndicale pour une **personne morale** » (1). Tel est en effet notre avis. Sans doute la **Compagnie des agents** de change est une personne morale, mais nous ne **voyons** pas pourquoi l'on considérerait la Chambre syndicale, **organe** de la Compagnie, comme une seconde personne morale juxtaposée à la première. Il est vrai que la Chambre syndicale peut ester en justice (2), mais il n'est nullement nécessaire, pour expliquer cette faculté, de faire de la Chambre syndicale une personne morale distincte de la Compagnie.

Si la Chambre syndicale est capable d'ester en justice, c'est parce qu'elle est chargée, aux termes de l'article 21, 3, du décret de 1890, d'administrer le patrimoine de la Compagnie et de représenter collectivement **tous les membres** de celle-ci pour faire valoir leurs droits et leurs intérêts communs. Elle agit au nom de la corporation. Ainsi que l'a dit la Cour de cassation dans son arrêt du 16 février 1885 : « Les **droits et actions** qui se rattachent au fonctionnement de la **caisse commune** résident nécessairement d'abord dans les mains de la Chambre syndicale, qui seule administre ladite caisse, puis, en définitive, dans celles du syndic, qui

(1) D. 1912.2.261.

(2) Cass., 4 décembre 1877, D. 78.1.251 ; Cass., 27 mars 1882, D. 1.293 ; Cass., 46 février 1885, D. 86.1.161 ; Cass., 5 mai 1886, D. 87.1.481.

lui-même représente légalement la Chambre et toute la corporation (1). »

La partie adverse ne pourrait donc opposer à l'action du syndic une fin de non-recevoir tirée de la règle : nul en France ne plaide par procureur. Il est certain que cette règle s'applique seulement en matière de mandat conventionnel, et non de mandat légal (2). Or, qu'est la Chambre syndicale, sinon la mandataire de la Compagnie des agents de change.

Il est d'autant plus difficile de voir une personne morale dans la Chambre syndicale que celle-ci n'a pas de patrimoine propre. C'est la Compagnie tout entière qui est douée de personnalité morale et qui a, comme patrimoine, la caisse commune prévue par le décret de 1890.

Enfin, si l'on regardait la Chambre syndicale comme une personne civile distincte de celle de la Compagnie, on arriverait à une conséquence, qu'il pourrait y avoir conflit d'intérêts entre les deux personnes morales. Or, cette conséquence est impossible, puisque la chambre syndicale est le pouvoir administratif de la Compagnie, la délégation permanente chargée de gérer ses intérêts collectifs (3).

La Chambre syndicale n'est pas plus une personne

(1) D. 86.4.461.

(2) Cass., 17 février 1884, D. 84.1.396.

(3) Bozerian est un adversaire des plus énergiques de la personnalité. V. *La Bourse, ses opérations*.

juridique distincte de celle de la Compagnie des agents de change que les administrateurs d'une société par actions, par exemple, ne forment une personne civile distincte de celle de la Société. De même que les administrateurs, les membres de la Chambre syndicale sont des mandataires ; ils sont investis d'un mandat légal, puisque leurs attributions sont conférées et réglées par le décret du 7 octobre 1890.

De ce que nous venons de dire nous tirerons une conclusion immédiate. La Chambre syndicale encourt une certaine responsabilité dans l'exercice de ses attributions. En cas de responsabilité, tous les membres de la Chambre syndicale sont responsables. Cette solution ne milite en aucune façon en faveur de l'idée de la personnalité morale ; elle est une pure et simple application des règles sur la faute commune. Les actes incriminés de la Chambre syndicale, étant le résultat d'une délibération ou d'une surveillance collective, sont imputables à tous les membres de la Compagnie ; tous doivent donc en répondre. Il y aura pour eux ce qu'on appelle une obligation *in solidum* qui s'exécutera sur le patrimoine de la corporation, c'est-à-dire sur la caisse commune.

On ne voit pas ce qui pourrait s'opposer à cette répercussion de la Chambre syndicale sur la Compagnie des agents de change tout entière. La Chambre syndicale n'est pas une personne distincte de la Compagnie. Elle est son organe, elle l'engage donc, par ses

fautes, sur le patrimoine corporatif. Qu'on observe bien qu'à côté du mandat légal qu'elle reçoit des lois et règlements, la Chambre syndicale reçoit aussi par l'élection un mandat conventionnel des membres de la corporation. D'une façon plus précise encore, on peut dire que les membres de la Chambre occupent la situation de préposés par rapport à la Compagnie qui est leur préposant. Par conséquent, s'ils commettent, dans l'exercice de leurs fonctions, des fautes qui causent préjudice à des tiers, l'obligation de réparation incombe à la corporation elle-même (art. 1384, C. civ.). Cette considération reviendra lorsque nous rechercherons quelle est la responsabilité de la Chambre syndicale au sujet de ses diverses fonctions.

CHAPITRE III

ATTRIBUTIONS DISCIPLINAIRES.

Les attributions disciplinaires de la Chambre syndicale ont été réglementées dès l'époque intermédiaire par les arrêtés des 29 germinal an IX et 27 prairial an X. Plus tard et pour Paris seulement, par l'ordonnance du 29 mai 1816. C'est actuellement le décret du 7 octobre 1890 (art. 21 à 24) qui délimite les attributions disciplinaires de la Chambre syndicale.

Ces pouvoirs disciplinaires peuvent être divisés en deux groupes :

1° Intervention de la Chambre syndicale dans le recrutement des agents de change.

2° Surveillance de cette Chambre sur les membres du parquet.

Après avoir examiné dans deux sections, ces deux catégories de pouvoirs, nous rechercherons dans une troisième, quelle responsabilité peut encourir la Chambre syndicale dans l'exercice de ses attributions disciplinaires.

SECTION I. — Intervention de la Chambre syndicale
dans la nomination des agents de change.

A la différence des autres officiers ministériels qui, pour exercer leur profession, ne sont soumis qu'à deux conditions : présentation par le cédant et agrément des pouvoirs publics, les agents de change ne peuvent entrer en fonctions qu'après avoir été acceptés par la Chambre syndicale ; c'est là une règle très ancienne. Un arrêt du Conseil du roi, en date du 24 septembre 1724, article 24, prescrit que, lors de la cession d'une charge d'agent de change le syndicat devra être consulté. La même prescription se retrouve dans un arrêt du Conseil du 26 novembre 1781. Il exige l'approbation de la candidature par la Compagnie assemblée. Le règlement du 2 décembre 1786 maintient le contrôle de la Compagnie sur chaque candidat (art. 14). « En cas de vacances d'office, les sujets qui voudront s'en faire pourvoir seront obligés d'en faire part au syndic ; le syndic les proposera au Comité qui fera, conjointement avec lui, les informations nécessaires ; il sera rendu compte de ces informations à l'assemblée générale et les sujets proposés seront admis ou rejetés à la pluralité des voix. . . »

Sous la Révolution, en 1791, les offices d'agents de change furent abolis. La loi du 28 ventôse an IX les rétablit ; puis la Compagnie des agents de change recouvra

partiellement son droit de surveillance sur le recrutement, en vertu d'une disposition de l'arrêté du 27 prairial an X. L'article 5 de cet arrêté enjoint au syndic de faire connaître au préfet de police les délits d'immixtion dont la récidive entraînerait de plein droit l'incapacité à être nommé agent de change.

Sous la Restauration, le contrôle de la Chambre syndicale fut plus efficacement établi. Par application de la loi de finance du 28 avril 1816, l'ordonnance du 3 juillet de la même année précise que la Chambre syndicale doit donner son avis sur l'admission des candidats aux offices vacants. La surveillance exercée par la Chambre syndicale devient plus énergique encore, en vertu du décret du 1^{er} octobre 1862 qui exige, non plus simplement l'avis de la Chambre syndicale mais son agrément (art. 1^{er}). « Les agents de change ne peuvent user de la faculté de présenter leur successeur, qu'en faveur des candidats qui ont obtenu préalablement l'agrément de la Chambre syndicale... » Ces dispositions sont confirmées par le décret du 7 octobre 1890 : (art. 3) « Les présentations sont, ainsi que les traités et conventions qui les accompagnent, soumis à l'approbation de la Chambre syndicale. »

D'après le décret du 7 octobre 1890, quatre conditions suffisent, en apparence, pour permettre l'accès des fonctions d'agent de change : la nationalité française, l'âge de 25 ans, la jouissance des droits civils et politiques et l'accomplissement du devoir militaire ;

enfin, en quatrième lieu, un stage de quatre ans au moins chez un agent de change ou un notaire ou dans une maison de banque ou de commerce. Mais, en réalité, une cinquième condition est requise : l'agrément de la Chambre syndicale, qui est subordonné à des garanties pécuniaires et personnelles. A la vérité, le ministre peut refuser l'investiture du candidat agréé par la Chambre syndicale, mais il n'a pas le droit de présenter à la nomination du chef de l'Etat, un candidat non accepté par elle. L'approbation de la Chambre syndicale n'est donnée qu'après un examen très minutieux des clauses du traité de cession. C'est d'abord elle qui fixe souverainement le prix de la charge. Ce prix a varié pendant le xix^e siècle et il est monté peu à peu à un chiffre considérable, de 30.000 francs en 1816, il s'est élevé jusqu'à 1 million ; 600.000 francs en 1898 et il est actuellement de 1 million 500.000 francs. Au même moment, il est égal pour toutes les charges et se compose de la façon suivante.

Valeur de l'office.	1.500.000
Valeur du cautionnement	250.000
Somme destinée au fonds de roulement	650.000
Fonds de réserve près la caisse communale	100.000
Total	<u>2.500.000</u>

Ce fonds de roulement peut être inférieur dans certaines charges, on diminue alors le montant des parts cé-

dées aux commanditaires. La valeur de l'office proprement dit ne change pas.

Etant donnée l'énormité de ce prix, les agents de change sont autorisés à s'adjoindre des bailleurs de fonds, mais, conformément à l'article 65 du Code de commerce, modifié par la loi du 2 juillet 1862, le titulaire de l'office doit toujours être propriétaire personnellement, du quart de la somme représentant le prix de la charge et le montant du cautionnement. La Chambre syndicale fait porter son examen aussi bien sur le traité de cession, que sur les clauses relatives à l'adjonction des bailleurs de fonds.

Après l'examen du dossier, la chambre syndicale, sur le rapport de l'un de ses membres, vote au scrutin secret l'admission provisoire ou le rejet du candidat : quatre boules noires entraînent le rejet. L'agrément de la chambre syndicale ne suffit pas encore. Le nom du candidat et celui des bailleurs de fonds accepté par elle, avec la répartition des parts, sont affichés pendant 15 jours dans le cabinet de la Compagnie des agents de change ; après ce délai, une assemblée générale de tous les membres du Parquet se prononce, par un vote au scrutin secret, sur l'admission du candidat. Enfin, la Chambre syndicale, après cette consultation, vote de nouveau sur l'admission ou le rejet définitif du candidat ; en cas de vote favorable, le syndic transmet le dossier au ministre des finances. Le décret de nomination est pris par le Président de la République sur la proposition et avec le contre-seing du ministre.

Souveraine pour l'admission ou l'exclusion du candidat agent de change, la Chambre syndicale vérifie également les conventions concernant l'adjonction des bailleurs de fonds, ainsi que toutes les modifications apportées par la suite soit au personnel des associés, soit à la répartition des parts. Nous verrons, en effet, que la Chambre syndicale, en cas de défaillance d'un agent de change, est tenue de se substituer à lui pour l'exécution de ses engagements.

Le pouvoir d'élimination de la Chambre n'est que la contre-partie naturelle de ce risque ; aussi a-t-elle la faculté de s'opposer à ce que telle personne figure dans la société en commandite par intérêt montée pour l'exploitation de la charge (décret du 7 octobre 1890, art. 6). Pour rendre plus facile le contrôle, les actes originaux ou modificatifs passés entre l'agent et les bailleurs de fonds, doivent être conformes au modèle arrêté par la Chambre syndicale et rédigés en autant d'originaux que d'intéressés plus trois ; l'un de ces trois originaux supplémentaires est déposé au greffe du tribunal de commerce, le second au greffe de la justice de paix de l'arrondissement où sont établis les bureaux de l'agent de change ; quant au troisième, il est déposé à la Chambre syndicale. Un registre constatant la proposition et les modifications des communautés d'intérêt afférant à chaque charge est tenu par la Chambre syndicale et laissé à la disposition de tous les agents.

Le contrôle de la Chambre syndicale, au point de vue

du recrutement corporatif, ne vise-t-il que les candidats agents de change et les bailleurs de fonds, ou bien s'étend-il aussi aux employés des agents de change ?

La réponse nous paraît être que la surveillance de la Chambre syndicale s'étend à tous les employés qui ont un contrôle important dans la gestion de la charge et sont appelés à conclure directement des négociations en bourse par suppléance de leur patron ; de là, il résulte que les commis principaux doivent être soumis, quant à leur admission, à l'agrément de la Chambre syndicale ; tandis que les fondés de pouvoirs échappent dans une certaine mesure à son contrôle. Le rôle des fondés de pouvoirs et celui des commis principaux sont, en effet, très différents. Le commis principal est un mandataire spécial, qui ne se borne pas à accomplir des travaux intérieurs dans l'étude de l'agent de change ; il vient à la Bourse pour assister son patron, le remplacer au besoin et prendre part aux négociations. Au contraire, le fondé de pouvoirs n'agit pas en Bourse ; il est l'homme de confiance de l'agent dans la gestion intérieure de la charge ; il reçoit la clientèle, mais il ne passe pas de négociations.

Etant en dehors du fonctionnement du marché, les fondés de pouvoirs peuvent être choisis sans l'agrément de la Chambre syndicale ; toutefois, comme ils peuvent engager l'agent dans la mesure de la procuration qui détermine leurs pouvoirs, la Chambre examine ces procurations, et elles doivent être publiées à la fois par un dépôt au Greffe du tribunal de commerce et par un affi-

chage dans les bureaux de l'agent de change. (art. 34 du décret de 1890). Une expédition de la procuration qui les habilite, portant en marge leur signature, est déposée à la Chambre syndicale ; enfin, une circulaire, qui fait connaître la procuration donnée et le *fac simile* de leur signature est adressée à tous les agents.

Etant donné qu'à la différence du fondé de pouvoirs, le commis principal prend part aux négociations en bourse, celui-ci est, au contraire, soumis, par son patron lui-même, à l'agrément de la Chambre syndicale. Chaque agent de change peut, depuis le décret du 29 juin 1898, choisir six commis principaux au maximum. Le commis principal, comme le fondé de pouvoirs d'ailleurs, doit être français, âgé de 25 ans au moins, jouir de ses droits civils et politiques et avoir satisfait aux obligations de la loi militaire. Mais, en outre, le commis principal est soumis par l'agent de change à l'acceptation de la Chambre syndicale ; son nom est affiché pendant huit jours dans le cabinet de la Compagnie et à la Bourse. A l'expiration de ce délai, la Chambre statue sur l'admission ou le rejet de la présentation. La liste des commis principaux est affichée à l'intérieur de la Bourse et dans les études d'agents de change.

Enfin on s'est demandé si l'emploi de remisier, par les agents de change, était soumis à l'approbation de la Chambre syndicale. On sait que le remisier est un intermédiaire entre l'agent de change et le public ; l'agent charge le remisier de lui recruter une clientèle, de

lui trouver des acheteurs ou des vendeurs de titres, dont il recueillera les ordres. Le remisier indique à l'agent le nom du client qui a agréé ses propositions, et il reçoit de l'agent, à titre de rémunération, une part proportionnelle du courtage perçu sur l'opération. Le remisier est considéré par la jurisprudence comme le mandataire du client et non pas comme celui de l'agent de change (1). En conséquence, ce dernier est autorisé à accepter, tant que le mandat n'a pas été révoqué, les ordres transmis par le remisier pour le compte du client; à l'inverse, celui-ci ne peut pas refuser une négociation passée par l'agent sur l'ordre du remisier. Il résulte de là que, quoique privés du droit de parattre à la Bourse les remisiers peuvent effectuer un grand nombre d'opérations et entrent en rapport avec une clientèle très étendue. En conséquence, la Chambre syndicale de Paris impose son agrément pour le choix des remisiers et exige de chaque agent que celui-ci lui communique, chaque mois, les noms des remisiers qu'il emploie. La Chambre fixe, en outre, le maximum de la remise qui peut être rétrocédée.

SECTION II. — Les pouvoirs de surveillance de la Chambre syndicale sur les membres du Parquet.

Le pouvoir disciplinaire est établi ici en vue d'assurer l'exécution stricte, par les agents, des obligations

(1) Paris, 6 mars 1896, D. 97. 2.117.

qui leur sont imposées par la loi ou les règlements. De cette manière le public leur conserve sa confiance. D'autre part, la Chambre syndicale se préoccupe de maintenir l'unité corporative, et de veiller à l'observation de tous les usages professionnels qui atténuent les effets de la concurrence entre les agents.

Il existe, en effet, diverses prescriptions prises par la Chambre syndicale destinées à prévenir les conflits entre ses membres ; signalons notamment les règles suivantes :

1° Il est interdit à un agent de change de s'établir dans une maison déjà occupée par son confrère, et cette interdiction ne cesse que deux ans après le départ de l'agent.

2° Aucun agent ne peut prendre le fondé de pouvoirs, le commis principal ou l'employé d'un de ses confrères sans l'autorisation de celui-ci, ou, à son défaut, de la Chambre syndicale.

3° Le bailleur de fonds d'une charge ne peut, sans l'autorisation du titulaire, tenir le même rôle dans une autre charge.

4° Les agents de change ne peuvent faire aucune opération pour les employés de leurs confrères ou les bureaux de la Chambre syndicale.

Si, malgré ces précautions, des contestations s'élèvent, entre les agents de change, à l'occasion de leurs fonctions, elles sont jugées souverainement par la Chambre syndicale. D'autre part, les actes constatant

l'adjonction de bailleurs de fonds, doivent mentionner qu'en cas de contestations sur les articles du traité la décision du litige appartiendra souverainement et en dernier ressort à la Chambre syndicale, les parties renonçant à toute autre juridiction. Enfin la Chambre syndicale autorise préalablement les agents à soutenir un procès ou à y défendre. Assurément, la légalité de toutes ces clauses peut être discutée, car elle constitue autant de dérogations aux règles normales sur la compétence ; cependant, elles sont fidèlement observées en fait, car elles sont incorporées aux règlements dont tous les agents de change, à leur entrée en charge, ont promis l'observation.

Le maintien de l'unité corporative est assuré non seulement par les règles précédentes, mais encore par la solidarité que le décret du 29 juin 1898 a formellement imposée aux Compagnies comprenant plus de quarante agents, c'est-à-dire en fait, au seul Parquet de Paris (1). La Bourse la plus importante après Paris, celle de Lyon, ne comporte que 27 agents. La solidarité existait d'ailleurs, dans la pratique, depuis une date bien antérieure à 1898 ; mais elle ne résultait auparavant que d'une convention d'une efficacité toujours incertaine, tandis qu'aujourd'hui le décret de 1898 en fait une règle officielle. Désormais, la Chambre syndicale est tenue d'exécuter les engagements de l'agent de

(1) Art. 55, § 3, décret de 1890, modifié par celui du 29 juin 1898.

change défaillant dans la limite d'un maximum qui comprend : 1° la valeur totale de tous les offices calculée d'après la dernière cession ; 2° le montant de tous les cautionnements ; 3° les disponibilités de la caisse commune. Cet engagement solidaire constitue d'après M. Valdmann une garantie d'environ 140 millions (1).

La Chambre syndicale a en outre pour fonction de veiller à l'exécution constante par chaque agent de change des obligations auxquelles l'astreignent les règlements de la Compagnie ainsi que les délibérations du syndicat.

Ce droit de discipline intérieure date de l'arrêté du 27 prairial an X et se trouve déjà réglementé par l'ordonnance du 29 mai 1816 spéciale au Parquet de Paris : D'après l'article 3 de cette ordonnance : « La Chambre syndicale aura sur les membres de la Compagnie la surveillance et l'autorité d'une Chambre de discipline ; elle veillera avec le plus grand soin à ce que chaque agent de change se renferme strictement dans les limites de ses fonctions ; elle pourra, suivant la gravité des cas, suspendre les contrevenants de leurs fonctions et provoquer auprès du ministre des finances leur destitution. » C'est, en définitive, un pouvoir analogue à celui qu'exercent les Chambres de discipline constituées dans les diverses corporations d'officiers ministériels. Mais l'ordonnance du 29 mai 1816 ne concernait que le

(1) Waldmann, 1910, *op. cit.*, n° 265.

Parquet de Paris ; la jurisprudence en concluait que les Compagnies d'agents de change des départements ne possédaient pas d'attributions disciplinaires (1). Cette situation a été modifiée par le décret du 7 octobre 1890, article 21 ; désormais, les mesures disciplinaires rentrent dans les attributions de toutes les Chambres syndicales d'agents de change.

Le principe de ce pouvoir disciplinaire est formulé dans les règlements actuellement en vigueur à Paris inspirés de l'ordonnance du 29 mai 1816 modifiée en 1862, en 1870, en 1890 et 1891.

SECTION III. — Responsabilité de la Chambre syndicale.

C'est une grave question que celle de la responsabilité que peut encourir la Chambre syndicale dans l'exercice de ses attributions disciplinaires. Lorsqu'un agent de change se rend coupable de faits illicites au préjudice de ses clients, il faut d'abord, pour apprécier la situation de la Chambre, se demander si une négligence est ou n'est pas imputable à celle-ci.

En l'absence de toute faute ou négligence de la Chambre syndicale, il est bien certain qu'aucune action en dommages-intérêts ne peut être dirigée contre elle. Il n'existe pas entre l'officier ministériel coupable et la corporation, un rapport de commettant à préposé qui

(1) Cass., 11 janvier 1886, S. 87.1.46.

puisse mettre en jeu l'article 1384 du Code civil, il n'y a pas non plus, en principe, de solidarité passive entre les membres d'une même corporation. Dans les Bourses comportant plus de 40 agents, en fait à Paris, le décret du 29 juin 1898, 3^e alinéa, ajouté à l'article 55 du règlement du 7 octobre 1890, a organisé une solidarité particulière en ce sens que, si un agent de change ne remplit pas les obligations résultant des marchés qu'il a conclus, la Chambre syndicale est obligée de les exécuter en son lieu et place « dans la limite de la valeur totale des offices de la Compagnie » calculée d'après les dernières cessions, du fonds commun et du montant des cautionnements ». Mais cette disposition ne vise que l'inexécution des marchés en Bourse. Dans les autres cas il n'y a pas de solidarité, même entre les agents de change de Paris.

Tout autre est la situation lorsqu'une faute ou une négligence est reprochée à la Chambre syndicale elle-même. Si sa faute a causé un préjudice aux tiers, on ne voit pas la raison qui conduirait à écarter l'application du droit commun. La responsabilité pécuniaire de la Chambre aura sa répercussion sur la Compagnie. Les membres de cette Chambre sont, vis à-vis de la corporation qui les a élus et investis d'attributions importantes, des préposés aux termes de l'article 1384, la Compagnie, qui joue le rôle de préposant, doit donc être responsable.

Deux sortes de fautes peuvent être reprochées à la

Chambre syndicale dans l'hypothèse où un agent de change a commis des actes illicites. On peut lui faire grief, soit d'avoir imprudemment donné son approbation à la présentation d'un candidat qui ne réunissait pas les conditions désirables ; soit de n'avoir pas exercé sur l'agent, depuis son entrée en fonction, une surveillance assez attentive.

Ces deux catégories de reproches se réfèrent à l'exercice par la Chambre syndicale de ses attributions disciplinaires.

La question de la responsabilité de la Chambre, dans cet ordre d'idées, s'est présentée plusieurs fois en jurisprudence. La Cour de cassation eut à se prononcer en 1882 dans l'espèce suivante (1) : Un agent de change de Paris, s'étant trouvé embarrassé, avait reconstitué sa charge au capital de deux millions, dans lequel son apport personnel figurait pour 800.000 francs. Malgré cette combinaison, il ne put se relever et il dut se démettre de sa charge. Dans la liquidation, les bailleurs de fonds ne reçurent qu'un dividende. L'un d'eux mit en cause la Chambre syndicale à laquelle il reprocha de ne pas s'être assurée du versement effectif, par l'agent de change, de la somme de 800.000 francs représentant son apport. Cette prétention fut repoussée en première instance, en appel, enfin par la Cour suprême elle-même dans son arrêt du 27 mars 1882. La Cour constata que

(1) Cass., 27 mars 1882, D. 82 1.293.

le traité était en règle avec la loi ; de plus, il mentionnait formellement le versement intégral de l'apport ; dans ces conditions la Cour estima que les explications fournies par l'agent étaient de nature à convaincre la Chambre syndicale qu'il était propriétaire au moins du quart du prix de l'office et du montant du cautionnement ; on ne saurait dès lors imputer à cette Chambre de n'avoir pas découvert ni même soupçonné une fraude qu'aucun indice ne dénonçait à son attention.

En 1891, la Cour de Paris eut à résoudre une question semblable à la suite du krach et du suicide de l'agent de change Bex. L'arrêt du 28 mai 1891 admit la responsabilité de la Chambre syndicale en se fondant sur ce qu'elle avait commis une imprudence en ne procédant pas d'une manière approfondie aux vérifications que la loi lui imposait (1). L'arrêt était rédigé, en droit, en des termes qu'il importe d'autant plus de citer, qu'ils ont été reproduits par des décisions jurisprudentielles ultérieures. « En ce qui concerne les devoirs de surveillance de la Chambre syndicale en cours d'exercice, sur les actes de chacun des membres de la Compagnie, considérant que ces devoirs de surveillance dérivent de ces pouvoirs disciplinaires ; qu'à ce titre, la Chambre syndicale est investie des mêmes immunités que les Chambres de discipline instituées par la loi dans toutes les corporations d'officiers ministériels ; qu'en principe,

(1) Paris, 28 mai 1891, D. 92.2.449.

elle doit donc être affranchie, ainsi que les autres juridictions, de toute responsabilité envers les tiers, n'ayant à répondre de leurs actes qu'envers le ministre sous l'autorité duquel elles sont placées, à moins toutefois qu'il ne s'agisse d'infractions d'une gravité particulière ;

« Que cette surveillance doit être exercée en raison même du caractère confidentiel des opérations confiées aux agents de change avec autant de réserve que de prudence, que ce devoir lui impose l'obligation d'avoir son attention toujours en éveil sur les pratiques suivies en Bourse par chaque agent de change, de prêter une oreille attentive à toutes les communications qu'elle peut recevoir dans l'intérêt même de la Compagnie et des tiers, et surtout aux plaintes dont elle peut être saisie, mais qu'on ne saurait sans exagération exiger d'elle qu'elle se livre en toutes circonstances et sans y avoir été sérieusement provoquée au moins par certains indices révélateurs, à des investigations constantes dans les affaires et sur la comptabilité de chacun des agents de change qui composent la Compagnie ; qu'au surplus, en cette matière, il ne peut être oublié que la mission à eux confiée rentre dans ses attributions disciplinaires, et qu'à ce titre, elle doit en principe, et sauf les cas d'une gravité particulière, échapper à toute responsabilité. »

Le problème de la responsabilité de la Chambre syndicale à l'occasion de l'exercice de ses attributions disciplinaires, se posa encore, en 1909 et en 1911 devant le

tribunal de commerce et la Cour de Bordeaux. Bien qu'il se soit agi, en l'espèce, de la Compagnie des agents de change de Bordeaux, les solutions s'appliquent à toutes les corporations d'agents de change. Voici à la suite de quelles circonstances le procès s'engagea.

M..... avait cédé sa charge à L..... dans des conditions d'apparence normale. Puis L..... étant tombé en faillite, on s'aperçut qu'une fraude avait été très habilement concertée entre le cédant et le cessionnaire ; il fut révélé que L..... en succédant à M..... avait endossé une dette de 799.627 francs envers les créanciers de son prédécesseur ; que, par suite, il débutait avec un passif considérable, étant donné que la contre-partie n'était représentée que par des créances irrécouvrables. Les bailleurs de fonds intentèrent une action en dommages-intérêts contre la Chambre syndicale ; ils se basaient sur ce que L..... n'était pas dans les conditions voulues de probité et d'honorabilité pour monter au parquet ; sur ce que, en outre, il n'était pas et ne pouvait pas être propriétaire du quart de la somme représentant le prix de la charge et le cautionnement ; ils ajoutaient que la sincérité des énonciations du traité de cession et des pièces annexes n'aurait pas résisté à une vérification si cette vérification avait été faite par la Chambre syndicale.

Le tribunal de commerce de Bordeaux, par un jugement du 13 mai 1909, repoussa la prétention des demandeurs en se livrant à une étude minutieuse des faits qui

avaient entouré la retraite de M..... et l'accession de L..... au parquet ; le Tribunal estima que la responsabilité de la Chambre n'était pas engagée (1). Les pièces nécessaires avaient été remises à la Chambre syndicale (certificat d'aptitude et de probité, certificat de stage, traité de cession de la charge du prédécesseur, projet de convention relatif à l'adjonction de bailleurs de fonds, etc.) ; la Chambre avait admis ces pièces comme correctes et sincères au point de vue matériel. En outre, la Chambre, d'après les constatations du tribunal de première instance, avait apprécié si foi pouvait être faite à ces pièces ; sa vérification avait été entourée de renseignements sérieux.

« Attendu, disait le jugement, que lorsque la cession d'agent de change se présente dans des conditions d'apparence normale, il ne peut être exigé d'une Chambre syndicale qu'elle pousse sa faculté de contrôle et d'investigation jusqu'à procéder à un véritable inventaire commercial qu'aucun texte ne prescrit et qui, en l'absence de toute suspicion justifiée, ne pourrait être considéré que comme une mesure vexatoire. » Or, le jugement constatait que la cession de la charge, en l'espèce, se présentait dans des conditions d'apparence normale. M. . s'était retiré des affaires, entouré de l'estime de ses confrères et de ses clients ; son exploitation avait été fructueuse pour ses bailleurs de fonds, et la plus-

(1) Jugement du tribunal de commerce de Bordeaux du 13 mai 1909, D. 1912. 2. 257, *Droit financier*, 1911, p. 307.

value, acceptée par L... pour l'acquisition de la charge pouvait à bon droit être considérée comme une marque de prospérité rassurante. Quant à L... lui-même, il était favorablement connu dans le monde des affaires ;

« Attendu, dit le jugement, que, sans même s'arrêter aux faits que M... conservait une part importante dans la charge de son successeur, il convient de remarquer que les bailleurs de fonds de M... ont continué leur confiance à L... et ont même augmenté leur mise ;

« Attendu que les clients qui, par leur nombre et la diversité de leur situation, étaient bien placés pour être instruits des événements, n'ont pas paru vouloir désertter la charge au moment de sa transmission, qu'enfin ils ne l'ont pas désertée ;

« Attendu que la Chambre syndicale a provoqué les renseignements de tous les membres de la Compagnie ainsi que leur avis par la voie du vote au scrutin secret. »

En définitive, le jugement repoussait la prétention des demandeurs parce que la cession s'était présentée dans des conditions d'apparence normale, et qu'en pareil cas, le tribunal estimait que, les formalités réglementaires ayant été remplies et la bonne réputation des parties étant exempte de tout soupçon de fraude, le fait que la Chambre syndicale n'avait pas procédé, avant d'approuver la cession de l'office, à un inventaire commercial, contraire aux usages, ne pouvait être relevé comme constituant une faute à sa charge.

Cette décision fut frappée d'appel, mais confirmée.

La Cour de Bordeaux, dans son arrêt du 22 mai 1911, s'exprima ainsi (1) :

« Attendu qu'il est malaisé de tenir la Chambre syndicale des agents de change pour une personne morale, et, par suite, de prononcer contre elle, avec répercussion contre la corporation, une condamnation quelconque ; attendu, en tous cas, que personnalité civile y eût-il dans la Chambre syndicale, il faudrait l'enfermer dans les limites marquées par la loi de son institution ; que dans ces limites, on voit simplement des droits et des devoirs auxquels rien de pécuniaire ne s'attache ou ne correspond en faveur des tiers ; que l'organisme ainsi établi par le pouvoir exécutif a une mission uniquement intérieure, d'intérêt purement général, dont l'inaccomplissement comporte des sanctions d'ordre simplement disciplinaire ; que, en somme, il s'agit de fonctionnaires élus chargés de vérifier et de surveiller la gestion d'autres fonctionnaires de même catégorie et d'assurer un bon recrutement parmi eux ; qu'aucune raison juridique n'apparaît, en l'état, de soumettre l'entité dont ils sont l'émanation à la réparation de la faute d'un des leurs, parce que, à l'instar d'un tribunal qui prononce un *admittatur* au profit d'un candidat indigne à un office ministériel, ou à l'instar d'une autorité qui ne saisit pas à temps contre un su-

(1) D. 1912.2.260, et notes de M. Lacour, *Droit financier*, 1911, p. 640.

bordonné malhonnête, ou encore, de façon plus générale, à l'instar de quelqu'un qui, en dehors de tout contrat et de toute complicité, par imprudence, aide à ouvrir, et par négligence, n'aide pas à refermer une porte par où un criminel entrera ou est entré, ils auraient laissé pénétrer dans leur Compagnie un prévaricateur et ne l'auraient pas fait casser assez tôt pour l'empêcher de commettre des abus de confiance ; que, sans doute, chacun doit répondre de sa propre faute, mais que cela se borne au cas où le dommage est la suite immédiate et directe de la faute ; que cela ne saurait donc s'étendre au cas où la faute, tout en créant la possibilité d'un fait postérieur d'où est né le dommage n'a pas été dommageable par elle-même..... ; et attendu surabondamment que, comme l'ont indiqué les premiers juges, en des considérants qui méritent d'être et sont adoptés, il n'est pas justifié que les appelants, soit au sujet de l'approbation de la candidature du sieur L....., soit en ce qui touche la surveillance de la gestion de cet agent de change, aient commis de faute d'où puisse résulter en fait une responsabilité. »

L'argumentation de la Cour appelle des critiques que nous formulerons plus loin, lorsque nous apprécierons cette jurisprudence. Toujours est-il que l'arrêt ne relève, à la charge de la Chambre syndicale, aucun fait positif ou négatif, aucune négligence qui puissent être regardés comme une faute génératrice de responsabilité.

Plus récemment encore, la Chambre syndicale des

agents de change de Paris se vit assignée en responsabilité devant le tribunal de commerce de la Seine à l'occasion de l'exercice de ses attributions disciplinaires. Le scandale du krach et du suicide de l'agent de change Erhard est encore dans toutes les mémoires. Indiquons les circonstances, dans lesquelles se présenta, à la suite de ces événements, l'affaire Gailledrat contre la Chambre syndicale des agents de change de Paris. A la suite d'une annonce parue dans un journal parisien offrant, à titre de placement sûr, des parts d'agent de change dans une charge d'ailleurs non indiquée et donnant l'adresse d'un intermédiaire, Gailledrat s'était mis en rapport avec l'agent de change Erhard, à qui il avait cru devoir faire une entière confiance. Il lui avait versé 100.000 francs pour se rendre acquéreur de part. Erhard lui ayant dit que le fonds social de sa charge s'élevait à 2.500.000 francs dont moitié, ou 25 cinquantièmes, avaient constitué son apport personnel et était demeuré sa propriété, l'autre moitié lui ayant été fournie par divers bailleurs de fonds, Gailledrat acquit deux cinquantièmes moyennant le versement de la somme de 100 000 francs susdite. Trois mois après se produisit le suicide d'Erhard, suivi de sa mise en faillite, conséquence de la déconfiture presque totale dans laquelle il était tombé. A la suite de ces événements il fut démontré qu'Erhard, propriétaire à l'origine des 25 cinquantièmes plus haut indiqués, représentant 4.250.000 fr., avait consenti à divers tiers des cessions de parts s'é-

levant au chiffre de 4.500.000 francs et que, lorsque Gailledrat lui-même avait négocié avec lui, Erhard n'avait plus la disposition d'une seule part de sa charge. Il était donc établi qu'Erhard avait surpris dolosivement la bonne foi de Gailledrat et s'était ainsi fait verser sans cause la somme de 100.000 francs ; Gailledrat perdait ainsi cette somme, sauf peut-être le faible dividende pouvant provenir de la faillite.

C'est dans ces conditions que Gailledrat assigna la Chambre syndicale des agents de change de Paris en 100.000 francs de dommages et intérêts. Il prétendait que celle-ci aurait commis une faute grave en n'usant pas des pouvoirs de contrôle et de surveillance qui lui sont conférés par la loi, pour empêcher les agissements dolosifs de l'un des membres de la Compagnie et en laissant en fonction un agent de change qui ne pouvait plus tenir ses engagements et qui ne méritait plus le crédit et la confiance attachés à ses attributions. Gailledrat soutenait que les tiers qui traitent avec des agents de change peuvent, à juste titre, se croire protégés dans la plus large mesure par l'action de la Chambre syndicale et ne doivent pas être exposés à des procédés qu'une surveillance attentive et des sanctions préventives suffiraient à empêcher ; qu'en l'espèce l'attention de la Chambre syndicale aurait dû être attirée par la publicité anormale faite dans un grand journal de Paris pour annoncer l'offre de parts d'agent de change.

Le tribunal de commerce rejeta cette demande. Si

l'on veut apprécier sainement ce jugement, il importe de le connaître en entier. Voici en quels termes il est conçu :

« Attendu qu'en fait Gaillédtrat n'établit pas que l'achat qu'il a cru devoir faire à Erhard avait été déterminé ou pût être empêché par la Chambre syndicale des agents de change ainsi qu'il l'allègue, qu'il reconnaît lui-même que c'est en lisant la sixième page d'un journal qu'il a été séduit par l'offre de parts d'agent de change ;

« Attendu que cette offre figure en trois lignes, au milieu de la quantité d'annonces et de réclames qui garnit toute cette sixième page, et qu'elle ne se distingue en rien comme présentation, ni comme forme de tous les systèmes plus ou moins ingénieux employés par les spécialistes pour attirer l'attention des personnes à la recherche de fonds de commerce à acquérir, de situations brillantes à prendre avec cautionnements, de capitaux à emprunter, ou même de maladies à guérir ; que l'annonce reprochée ne mentionne pas qu'il s'agit de parts d'agent de change à Paris ; que non seulement il existe des agents de change en province et à l'étranger, mais qu'il n'est pas extraordinaire de voir prendre ce qualificatif par des personnalités n'y ayant aucun droit ; que c'est donc à tort que Gaillédtrat fait grief à la Chambre syndicale des agents de change de Paris de ne pas s'être émue de l'annonce en question qui ne pouvait à aucun titre attirer son attention ;

que l'on peut être surpris au contraire de ce que Gailledrat n'ait pas conçu les plus grands soupçons lorsqu'il lui fut révélé qu'il s'agissait d'un agent de change à Paris ; qu'en effet, la personne la moins avisée eût compris qu'il fallait une raison des plus anormale à un de ces agents pour recourir à la sixième page d'un journal pour trouver à céder des parts de sa charge ; qu'en admettant cependant une semblable irréflexion, il devient tout à fait impossible de comprendre par suite de quelle imprudence Gailledrat, qui n'ignorait pas que la cession de part doit passer sous le contrôle de la Chambre syndicale, n'ait pas eu la pensée de se renseigner auprès d'elle avant de traiter avec Erhard, ou mieux encore de lui apporter son acte d'achat à enregistrer avant d'opérer le versement de ses capitaux ; qu'en agissant ainsi il aurait non seulement sauvé son patrimoine, mais encore éveillé l'attention de la Chambre syndicale, et peut-être évité de malheureux événements ;

« Attendu d'autre part, toujours en fait, qu'il n'est pas exact de prétendre que la Chambre syndicale se soit montrée négligente dans son rôle de surveillance et de contrôle ; qu'il est en effet justifié aux débats que dès qu'elle eut connaissance des bruits qui circulaient sur Ehrard, elle prit les mesures en son pouvoir pour parer aux circonstances ; que c'est son intervention et les sanctions qui allaient en être la conséquence qui déterminèrent le suicide d'Ehrard ; qu'il est à retenir que les

pertes qui ont entraîné la déconfiture d'Ehrard ont eu pour cause des spéculations personnelles faites pour la plus grande partie sur des Bourses étrangères et des opérations de jeu pratiquées dans des maisons de coulisse de Paris et de Londres, et si habilement dissimulées que la situation compromise de cet agent de change a pu se prolonger pendant plusieurs années sans éveiller l'attention des intéressés ; qu'il convient donc de reconnaître que les griefs articulés en fait par Gailledrat manquent de base et ne peuvent être retenus par le tribunal ;

« Attendu enfin que si l'on examine la cause au point de vue de la surveillance générale que la Chambre syndicale a le devoir d'exercer sur chacun de ses membres en cours d'exercice, on ne saurait la constituer en faute et lui reprocher de n'avoir point découvert les multiples méfaits dont Ehrard s'est rendu coupable ; que cette surveillance, qui dérive du pouvoir disciplinaire de la Chambre syndicale, doit être exercée, à raison même du caractère confidentiel des opérations confiées aux agents de change, avec autant de réserve que de prudence... »

La fin du jugement est une reproduction textuelle de l'arrêt de la Cour de Paris du 28 mai 1891 que nous avons cité.

Telle est la jurisprudence dans la matière spéciale dont nous nous occupons. Comment convient-il de l'apprécier ? Nous n'avons pas à l'examiner en fait. Toutes les décisions que nous venons de rapporter prétendent

se justifier par cette considération qu'il y a eu ou qu'il n'y a pas eu, dans les espèces commises, une faute de la Chambre syndicale. Il ne nous appartient pas, dans un travail de caractère scientifique, de faire porter notre appréciation sur ce point.

Mais nous devons rechercher la valeur des arguments juridiques qui ont pu être fournis par les diverses décisions de la jurisprudence.

Certains de ces arguments tendent, abstraction faite des circonstances de la cause, à faire conclure en principe à l'irresponsabilité de la Chambre syndicale. A cet égard l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 22 mai 1911 nous semble mériter de sérieuses critiques.

Peu importe que la Chambre syndicale n'ait pas de personnalité distincte de la corporation des agents de change ; il n'en est pas moins vrai que cette Chambre est un organe de représentation et d'administration de la Compagnie. Les membres de cette Chambre, élus par l'assemblée générale de leurs confrères, investis par elle d'attributions importantes, occupent la situation de préposés par rapport à la corporation qui est leur préposant. Par suite, s'ils commettent dans l'exercice de leurs fonctions des fautes préjudiciables à des tiers, non seulement leur responsabilité est engagée dans les termes de l'article 1382 du Code civil, mais elle entraîne la responsabilité de la Compagnie tout entière dans les termes de l'article 1384.

Pour quelle raison la Chambre syndicale échappe-

rait-elle aux règles qui gouvernent la matière de la responsabilité ; la Cour de Bordeaux, dans l'arrêt précité, émet cette affirmation que la Chambre ne peut pas être plus responsable que ne le serait un tribunal prononçant un *admittatur* au profit d'un candidat indigne à un office ministériel. Un argument de même ordre avait été invoqué par la Cour de Paris, le 28 mai 1891. Celle-ci considérait que la Chambre syndicale devait être investie des mêmes immunités que les Chambres de discipline instituées par la loi dans toutes les corporations d'officiers ministériels ; qu'en principe elles doivent donc être affranchies ainsi que les autres juridictions de toute responsabilité envers les tiers, n'ayant à répondre de leurs actes qu'envers le ministre sous l'autorité duquel elles sont placées. Toutefois l'arrêt de 1891, sentant l'impossibilité de pousser jusqu'au bout le principe de l'irresponsabilité, ajoutait : à moins qu'il ne s'agisse d'infractions d'une gravité particulière. Cette juridiction n'est guère logique. Car quelle raison ou quels textes permettraient de dire qu'une collectivité, irresponsable quand il s'agit de faute de gravité moyenne, devient responsable lorsqu'il s'agit d'une faute très grave ? Où serait la ligne de démarcation permettant d'appliquer une semblable distinction qui, d'ailleurs, ne repose sur aucun fondement rationnel ou légal ?

Les arguments en faveur de l'irresponsabilité de l'ordre de ceux que nous venons d'indiquer ont été rare-

ment invoqués en doctrine. On les trouve cependant dans l'ouvrage d'un auteur très autorisé en la matière. D'après M. Waldmann (1), les fautes de la Chambre syndicale, en admettant même qu'elles soient prouvées, ne peuvent donner lieu qu'à une responsabilité morale ; il ne saurait être question d'une responsabilité pécuniaire. En effet, dit l'auteur, lorsqu'elle approuve un traité de cession et donne son agrément à un candidat, comme lorsqu'elle censure la conduite d'un agent en exercice, la Chambre syndicale agit en qualité de juge. Les erreurs qu'elle peut commettre de bonne foi n'engendrent à sa charge aucune obligation civile. Elle bénéficie de la règle générale en vertu de laquelle « un tribunal n'est pas responsable de la rectitude de ses jugements, à moins de forfaiture, à moins d'une de ces infractions au devoir professionnel extrêmement grave, en vue desquelles a été organisée la procédure exceptionnelle de la prise à partie. Il en est de même de toute autorité disciplinaire : Chambre syndicale, Chambre de discipline, Conseil de l'ordre des avocats. »

Ces considérations ne nous semblent présenter aucune valeur sérieuse. En réalité l'assimilation de la Chambre syndicale aux Chambres de discipline ordinaires est tout à fait erronée et contraire aux textes (2). De l'ensemble

(1) *La profession d'agent de change, ses droits et ses responsabilités*, nos 429 à 437, notamment n° 434.

(2) Voir la note de M. Léon Lacour, sous l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 22 mai 1911, D. 1912.2.257.

des textes de la matière, il découle l'obligation formelle pour la Chambre syndicale d'exercer sur les agents de change une surveillance permanente. Cette obligation leur est imposée non seulement dans l'intérêt du bon renom de la Compagnie, mais aussi dans un intérêt général et à titre de garantie pour le public. Ainsi que l'a fait remarquer M. Sarrut, alors avocat général près la Cour d'appel, dans ses conclusions sur l'affaire jugée par la Cour de Paris le 28 mai 1891, la Chambre syndicale doit user de son pouvoir de contrôle, même en dehors du cas où elle fonctionne comme juridiction disciplinaire. Sa situation est différente, à ce point de vue, de celle des Chambres de discipline des autres corporations d'officiers ministériels, Et cette différence s'explique par la gravité des dangers que pourraient faire courir à la fortune publique les fautes professionnelles des agents de change. Ainsi la Chambre syndicale commet un quasi-délit qui entraîne sa responsabilité civile lorsqu'elle n'use pas avec assez de vigilance des pouvoirs de surveillance qui lui sont confiés. Elle est responsable non seulement au cas de dol ou de faute lourde équivalente au dol, mais aussi en cas de quasi-délit et de préjudice causé par son imprudence ou sa négligence. Quant à l'assimilation de la Chambre syndicale à un juge, il est manifeste qu'elle ne peut pas davantage être soutenue ; ce qui précède le montre clairement, puisque la Chambre syndicale ne fait pas que rendre des décisions disciplinaires, mais qu'elle exerce aussi une surveillance constante.

A ce second point de vue, la Chambre syndicale doit être distinguée des Chambres de discipline ordinaires. Lorsqu'il s'agit de la présentation d'un candidat, ces dernières sont simplement appelées à émettre un avis ; au contraire la Chambre syndicale doit donner son approbation à la présentation du candidat ainsi qu'au traité de cession ou aux conventions qui peuvent l'accompagner. Sans cette approbation, le successeur présenté ne pourrait être nommé par décret (art. 1^{er} du décret du 1^{er} octobre 1862 et art. 4 du règlement de 1890). Dès lors il est parfaitement logique et juridique d'autoriser les personnes ultérieurement lésées par le fait professionnel d'un agent de change, à invoquer la responsabilité de la Chambre syndicale, quand il est démontré qu'elle n'a pas vérifié avec assez de soin les conditions d'aptitude, de solvabilité et de moralité exigées lors de l'entrée de l'agent de change au Parquet (1).

La conclusion ne peut donc être que la responsabilité de la Chambre syndicale dans l'exercice de ses attributions disciplinaires. Les tribunaux auront, ce principe reconnu, à rechercher s'il y a eu ou non faute ou négligence de la Chambre. D'une manière générale, il est permis d'estimer que la jurisprudence a montré une indulgence excessive en cette matière, peut-être s'est-elle trop bornée à constater uniquement que la Chambresyn-

(1) En ce sens, Léon Lacour, note précitée ; Crépon, *De la négociation des effets publics et autres*, n° 304 ; Lyon-Caen et Renault, *Droit commercial*, t. IV, n° 883 bis.

dicale avait vérifié la régularité apparente des actes qui lui étaient soumis, alors que cette Chambre a le devoir de contrôler, dans la mesure du possible, la sincérité de ces pièces (1).

(1) Crépon, *op. cit.*, n^{os} 303 et 312 ; Lacour, note précitée.

CHAPITRE IV

L'ADMISSION A LA COTE OFFICIELLE

L'article 76 du Code de commerce attribue aux agents de change le privilège de faire les négociations des effets susceptibles d'être cotés et d'en constater le cours.

On a discuté sur le sens de cette expression « susceptibles d'être cotés ». La Cour de cassation a d'abord jugé qu'il fallait entendre par là les valeurs dont aucune disposition de la loi ou des règlements ne prohibe la négociation. Mais, depuis le 1^{er} juillet 1885, la Cour suprême s'est ralliée au système soutenu par M. Crépon (1), suivant lequel l'expression « valeurs susceptibles d'être cotées » doit s'entendre de valeurs effectivement admises à la cote officielle. Il ne s'agit donc pas de savoir si une valeur présente les qualités requises pour être admise à la cote, mais bien de savoir si elle est en réalité admise à cette cote. C'est la Chambre syndicale qui, par une décision formelle et publique, prononce l'admission. On se trouve ainsi en possession d'un critérium suggestif pour savoir si une valeur est ou n'est pas soumise au monopole des agents de change.

(1) *De la négociation des effets publics et autres.*

C'est ce pouvoir d'admission à la cote attribué à la Chambre syndicale, qui va nous occuper dans le présent chapitre.

Dans une première section, nous rechercherons l'étendue de ce pouvoir. Dans une deuxième section, nous déterminerons la responsabilité de la Chambre syndicale.

SECTION I. — Etendue du pouvoir de la Chambre syndicale.

L'admission à la cote des valeurs susceptibles d'être cotées est l'une des principales attributions de la Chambre syndicale.

L'admission à la cote est une mesure que sollicitent les administrateurs fondateurs d'une société par actions et les agents financiers des villes ou des gouvernements, en vue de l'introduction sur le marché des titres de la société, de la ville ou de l'état intéressé.

Dans tous les grands Etats modernes il existe un organe ayant pour fonction de classer, de filtrer pour ainsi dire, les valeurs qui veulent se lancer dans la circulation. Qu'ils soient fonctionnaires officiels ou simplement soumis à un certain contrôle et à une certaine discipline, ou qu'ils constituent même, comme au stock-échange de Londres, une corporation absolument privée sans aucune attache gouvernementale ou administrative, les intermédiaires de cet ordre obéissent toujours à certains règlements. En ce qui nous concerne,

l'admission des valeurs à la cote qu'ils établissent est soumise à un examen préalable.

C'est à la Chambre syndicale des agents de change qu'incombe, en France, la fonction de classement des valeurs dont il s'agit.

La Chambre syndicale est, dit-on, maîtresse de la cote. Mais il importe de montrer en quel sens il convient d'entendre cette règle, et à quelles conditions est soumise l'inscription à la cote, soit des fonds d'Etats français ou étrangers, soit des valeurs françaises ou étrangères autres que les fonds d'Etats.

Les fonds d'Etat français sont obligatoirement admis à la cote. La Chambre syndicale ne possède, en ce qui les concerne, aucune faculté d'appréciation. Les fonds d'Etats étrangers doivent faire l'objet d'une délibération de la Chambre syndicale ; mais ce pouvoir est plus nominal que réel. L'inscription à la cote des rentes émises par un pays étranger met, en effet, en jeu des considérations de haute politique. La demande d'admission est généralement présentée par voie diplomatique. Le gouvernement prend une décision à laquelle la Chambre syndicale ne peut en fait que se soumettre. Les instructions ministérielles des 31 juillet et 12 août 1873 décident qu'au cas où la Chambre syndicale, serait directement saisie, elle doit, avant de rendre publique sa détermination, en aviser simultanément le ministre des finances qui l'apprécie au point de vue de l'intérêt fiscal et le ministre des affaires étrangè-

res, qui l'apprécie au point de vue de la politique extérieure (1).

S'il s'agit de valeurs autres que des fonds d'Etat, le service d'admission à la cote s'exerce sous le contrôle des pouvoirs publics. Dans la pratique, la délibération de la Chambre syndicale est transmise au ministre des finances et devient exécutoire à défaut d'opposition de sa part ; mais le pouvoir d'interdire les négociations n'est reconnu au ministre que pour les valeurs étrangères (art. 5, décret 6 février 1880). Sous ces réserves, la liberté d'appréciation de la Chambre syndicale s'exerce, dans toute sa plénitude, en ce qui concerne l'admission à la cote des valeurs autres que les fonds d'Etat. Elle peut prononcer d'office l'admission, le refus d'admission, ou la radiation ; mais d'ordinaire c'est sur la demande des intéressés qu'elle prend une décision. La Chambre syndicale doit apprécier, sur la production des pièces et après les enquêtes et vérifications nécessaires, si la valeur en question réunit les conditions juridiques, économiques et financières requises pour l'inscription ou le maintien des titres à la cote officielle.

Examinons brièvement ces trois sortes de conditions (2).

Au point de vue juridique, les exigences de la législation relativement à l'admission à la cote sont les

(1) *Manuel des agents de change*, p. 553.

(2) V. Courtois, *Traité des opérations de Bourse*, p. 651 et suiv., où sont rapportées les trois circulaires de la Chambre syndicale,

mêmes pour les valeurs françaises et pour les valeurs étrangères.

Une valeur ne peut être admise aux négociations officielles que si la société qui l'émet réunit les conditions prescrites par la loi du 24 juillet 1867 remaniée en 1893 et en 1907. Ces conditions sont les suivantes :

1° Valeur minima des actions, 25 francs ou 100 francs suivant le montant du capital.

2° Souscription intégrale du capital.

3° Libération du quart, ou même de la totalité pour les actions inférieures à 100 francs.

4° Maintien de la forme nominative jusqu'à leur entière libération.

5° Déclaration devant notaire de l'état des souscriptions et des versements et dépôt des statuts.

6° Publication en vertu de la loi du 20 janvier 1907, au *Bulletin annexe au Journal officiel*, d'une notice contenant les indications suivantes : a) la dénomination de la société, b) l'indication de la législation (française ou étrangère) sous le régime de laquelle la société fonctionne, c) le siège social, d) l'objet de l'entreprise, e) la durée de la société, f) le montant du capital social, le taux de chaque catégorie d'actions et le capital non libéré, g) le dernier bilan certifié pour copie conforme ou la mention qu'il n'a pas encore été dressé. Cette notice est exigée pour toute émission, exposition, mise en vente, et introduction sur le marché français d'actions, d'obligations ou de titres de quelque nature qu'ils soient, de société française ou étrangère.

Les valeurs étrangères sont soumises, depuis le décret du 6 février 1880, à ces mêmes conditions d'admission à la cote.

Sur quelles pièces la Chambre syndicale, sollicitée d'une demande d'admission à la cote, se prononcera-t-elle ?

S'il s'agit d'emprunts émis par un département, une ville ou un établissement public, il faudra produire les pièces officielles relatives à l'émission. S'il s'agit d'une valeur émise par une société française, les requérants, devront joindre à la demande adressée au syndic : *a*) pour les actions, deux exemplaires des statuts en y ajoutant les pièces relatives à la constitution de la société ; une expédition notariée de l'acte de déclaration de souscription, de capital et de versements effectués sur les actions, avec la liste des souscripteurs ; les procès-verbaux d'assemblées générales constitutives, les pièces de publications légales ; *b*) pour les obligations, une copie certifiée des procès-verbaux de l'assemblée générale ou de la délibération du conseil d'administration qui a autorisé la création des obligations, un exemplaire du prospectus d'émissions et la liste certifiée des souscripteurs.

S'il s'agit d'une valeur étrangère autre qu'un fonds d'Etat, il faudra joindre à la demande au syndic, les actes publics ou privés (statuts, copie du cahier des charges, etc.) en vertu desquels la valeur a été créée dans son pays d'origine avec traduction française en due forme de toutes pièces produites en langue étrangère.

L'autorité consulaire établie en France doit certifier que ces actes sont conformes aux lois et usages de leur pays d'origine. En toute hypothèse, qu'il s'agisse de titres français ou étrangers, il faut indiquer le taux d'émission et la libération actuelle des titres et produire un exemplaire légalisé du *Bulletin annexe au Journal officiel*, afin de justifier des insertions prévues par la loi de finances du 30 janvier 1907.

Il importe, du reste, que la Chambre syndicale puisse exercer un contrôle permanent. C'est pourquoi l'établissement qui sollicite l'admission doit s'engager à la tenir au courant des modifications apportées au fonctionnement de la société.

C'est d'après ces documents que la Chambre syndicale pourra apprécier si la valeur qui sollicite l'admission a satisfait aux conditions légales qui lui sont imposées soit en France, soit dans le pays duquel elle est justiciable.

Mais, l'attention de la Chambre syndicale ne doit pas seulement se porter sur l'accomplissement des conditions légales d'admissions officielles. Il se peut qu'une valeur se présente sous le couvert d'une forme irréprochable et n'ait en réalité aucun caractère sérieux. Elle peut même impliquer une tentative d'escroquerie de la part de ses émetteurs. Aussi la Chambre syndicale doit-elle vérifier si la valeur satisfait aux conditions économiques requises pour l'admission à la cote. Sur ce terrain, son rôle de protectrice des intérêts du public

n'est pas moins important. Elle doit apprécier si les titres qui veulent s'introduire sur le marché, méritent vraiment la confiance des capitalistes.

L'institution des agents de change a pour but de prévenir les manœuvres frauduleuses auxquelles peut donner lieu la négociation des valeurs mobilières. La Chambre syndicale doit s'assurer que les lanceurs d'affaires ne tendent pas de piège à la crédulité du public. Pour être admises aux négociations officielles, les valeurs doivent être l'objet d'une circulation assez intense pour qu'un cours véritable puisse s'en dégager. Cette règle a été précisée pour la première fois dans une lettre de M. de Villèle au syndic des agents de change (1) en date du 12 octobre 1825. Cette missive a été rappelée depuis dans le décret du 22 mai 1858 (art. 4).

En outre, la valeur doit se présenter comme sérieuse au point de vue économique, ce qui ne veut nullement dire que son succès soit garanti. Afin d'exercer son contrôle à ce double point de vue, la Chambre syndicale exige la production du dernier bilan et compte rendu

(1) Il s'agissait d'une demande d'admission à la cote des Valès consolidés d'Espagne, M. de Villèle s'adressait en ces termes au syndic des agents de change :

« Je vous autorise à coter ces effets dans le Bulletin officiel de
« la Bourse de Paris, toutes les fois qu'ils donneront lieu à des opé-
« rations faites avec concurrence et publicité, en assez grand nom-
« bre pour produire un cours véritable et tel que le public ne
« puisse être induit en erreur sur leur valeur réelle, précaution que
« vous devez légalement prendre pour tous les autres effets avant
« de les coter officiellement. » V. *Manuel des agents de change*, p. 329.

d'assemblées générales, s'il y en a eu. La société doit également s'engager à fournir le compte rendu de chacune des assemblées générales qu'elle pourra tenir. En ce qui concerne les titres émis à l'étranger, le décret du 22 mai 1858, confirmé par celui du 6 février 1880, exige que la valeur soit cotée officiellement dans son pays d'origine, à moins qu'il n'y existe pas de Bourse officielle, auquel cas, le fait serait constaté par un certificat délivré par l'autorité consulaire. La société étrangère doit, de plus, justifier de l'agrément par le ministre des finances d'un représentant responsable du paiement des droits du Trésor.

Enfin, aux conditions légales et économiques d'admission à la cote, il convient d'ajouter les conditions financières. La Compagnie des agents de change a constitué des services chargés de faciliter les rapports entre agents de change lors de l'exécution des négociations. A cet effet, elle a édicté une réglementation tendant à éviter les difficultés relatives à la livraison des titres ou à régler ces difficultés, si elles se produisent, par l'intermédiaire de la Chambre syndicale. Les établissements qui réclament l'inscription à la cote doivent se plier à cette réglementation. Ils doivent remettre à la Chambre syndicale un spécimen des titres émis, l'indication des coupures et des numéros afférents à chacune d'elles, l'indication des époques de jouissance. En outre, ils doivent prendre une série d'engagements divers

ayant pour objet de faciliter à la Chambre syndicale l'accomplissement de sa fonction (1).

Telles sont les diverses conditions de l'admission à la cote.

La Chambre syndicale est chargée de la publication du bulletin officiel de la cote visé par les articles 72 et 73 du Code de commerce. Ce bulletin est dressé à l'issue de chaque séance de bourse, par les agents de change réunis, et le syndic le signe. Il indique, pour chaque valeur, le premier et le dernier cours ainsi que le plus haut et le plus bas. Le bulletin est affiché, publié et transmis au préfet et au ministre des finances par les soins de la Chambre syndicale (art. 77 à 79, décret de 1890). Il fait foi du cours sur lequel sont négociées les valeurs. Il comprend deux parties. L'une permanente, indique les valeurs reconnues par la Chambre syndicale comme ayant donné lieu à un nombre suffisant de transactions. Dans l'autre figurent les valeurs dont la désignation marque les jours où elles ne sont pas effec-

(1) 1^o Engagement de fournir à la Chambre syndicale, pour les actions et obligations françaises et pour les valeurs étrangères amortissables par voie de tirage au sort, 200 listes de chaque tirage.

2^o Engagement de procéder, sur demande de la Chambre syndicale, à l'échange des titres qui, en raison de leur état matériel, ne pourraient être admis dans les livraisons.

3^o Engagement, si le siège social n'est pas à Paris, d'avoir une caisse, chargée à Paris du service des titres et des coupons, pendant toute la durée de la société.

4^o Adhésion à la formule d'acceptation de transfert spécial aux agents de change pour les actions nominatives françaises.

tivement traitées. Ces dernières ne doivent pas être confondues avec les valeurs non admises à la cote, art. 80, décret de 1890, dont nous dirons un mot tout à l'heure.

De tout ce qui précède, il résulte que la règle suivant laquelle la Chambre syndicale est maîtresse de la cote ne doit pas être entendue en ce sens que la Chambre des agents de change soit investie d'un pouvoir absolument arbitraire. Il y a des titres, les fonds d'Etat français, par exemple, qui sont inscrits d'office à la cote. De plus, l'admission à la cote des fonds d'Etats étrangers, est en fait décidée par le gouvernement. Enfin, la Chambre syndicale ne doit inscrire à la cote que des titres qui ont été émis en conformité des prescriptions légales et réglementaires, et qui sont l'objet de négociations assez actives pour qu'un cours véritable puisse s'en dégager.

Sous ces réserves, il est vrai de dire que la Chambre syndicale statue souverainement. Il n'existe pas de voie de recours contre sa décision, qui accorde ou refuse l'admission à la cote de valeurs françaises ou étrangères.

Mais la responsabilité de la Chambre syndicale peut se trouver engagée par l'admission à la cote de valeurs non négociables, ou ne réunissant pas les conditions exigées pour être admises.

Avant d'étudier cette responsabilité, indiquons les textes du règlement particulier des agents de change de Paris, relatifs à la publication du bulletin de la cote,

publié en 1899, avec l'approbation de M. Peytral, ministre des finances, modifiant ceux de 1891 et 1898.

ART. 68. — « Les deux parties du bulletin de la cote prévues à l'article 80 du décret du 7 octobre 1890 sont publiées séparément.

ART. 69. — « Des délibérations de la Chambre syndicale déterminent les valeurs qui seront cotées au comptant, seulement à la partie officielle de la cote et celles qui seront cotées au comptant et à terme.

ART. 70. — « La quotité des variations des cours des marchés au comptant et à terme est déterminée par des délibérations de la Compagnie des agents de change sur la proposition de la Chambre syndicale.

ART. 71. — « Il ne peut être fait de rectification, après la publication de la cote, que pour les cours omis. Ces rectifications doivent être autorisées par les adjoints de service.

« Elles ne peuvent pas modifier le cours moyen du jour auquel elles se rapportent.

« Ce cours moyen est définitif et ne peut être modifié que dans le seul cas d'une erreur matérielle, après qu'elle a été soumise à l'examen des adjoints de service.

ART. 72. — « Les rachats et reventes officiels peuvent se traiter même à des cours non cotés ; il en est de même des négociations de valeurs comportant, soit un avantage particulier, soit une charge déterminée qui sont effectuées avec conventions particulières.

ART. 73. — « Une commission désignée chaque année

par la Chambre syndicale est spécialement chargée, sous sa surveillance, de la préparation de la cote de changes et des matières d'or et d'argent. »

A côté de ce bulletin officiel de la cote publiée par la Chambre syndicale des agents de change de Paris, il est publié des cotes libres qui sont le résultat du marché libre. Nous pouvons citer : la cote Vidal, la cote Desfossés, la cote etc... Le taux des valeurs, indiqué dans ces publications non officielles, n'engage en aucune sorte la responsabilité de la Chambre syndicale, qui y est étrangère.

Ces journaux publient le cours des négociations qui ont lieu en banque et en coulisse sous leur responsabilité personnelle. M. Guilmard dit à juste titre, il nous semble, que ce marché libre des banquiers et coulisiers est funeste et qu'il faudrait le réglementer (1). Un projet de M. Caillaux, en ce sens, a été déposé en 1911 à la Chambre.

SECTION II. — Responsabilité de la Chambre syndicale.

Nous avons dit que la responsabilité de la Chambre syndicale peut être engagée par l'admission à la cote de valeurs non négociables, ou ne réunissant pas les conditions exigées pour être admises.

Sans doute, la Chambre syndicale ne se porte pas

(1) Guilmard, *Le marché libre de la Bourse de Paris*, 1912.

garante envers le public de la prospérité d'une société et du maintien des cours. Une dépréciation ultérieure des titres, par suite de circonstances économiques, politiques, financières, ou même d'une mauvaise gestion des affaires sociales ne lui serait pas imputable, mais elle doit du moins se préoccuper, avant d'accueillir une demande d'admission, de la validité de l'entreprise, de l'observation des prescriptions légales, ainsi que du point de savoir si la valeur est l'objet d'une circulation suffisante sur le marché. En matière de valeurs étrangères, la Chambre ne pourrait pas se retrancher derrière l'autorisation du ministre des finances, pour échapper à toute responsabilité. Cette approbation ne la couvre pas en effet et ne la dispense pas de l'enquête qu'elle doit faire dans l'intérêt général. Tous les capitalistes qui sont devenus preneurs de titres après l'admission, ont traité sur la foi du bulletin officiel de la cote. Ce bulletin contenait l'affirmation que la valeur était régulière au point de vue légal, et qu'en outre l'affaire était assez sérieuse et la circulation des titres assez intense, pour qu'un cours sincère puisse s'en dégager. Par suite, si les circonstances viennent plus tard démontrer que les titres admis ne présentaient pas ces caractères, la responsabilité de la Chambre syndicale peut se trouver engagée dans les termes du droit commun, c'est-à-dire à une double condition :

1° Un préjudice causé à des tiers ;

2° Une faute de la Chambre syndicale.

Les tiers ayant subi un préjudice seront les acheteurs qui n'auraient pas acquis les titres, si ceux-ci n'avaient pas été inscrits à la cote, ou qui ne les auraient pas acquis à des cours aussi élevés que ceux que l'admission à la cote leur a momentanément indiqués.

La faute de la Chambre syndicale s'appréciera aussi conformément au droit commun. Elle doit, nous l'avons vu, exiger la production de certaines pièces, demander des justifications, procéder au besoin à une enquête. Etant donnée sa situation officielle, elle possède de puissants moyens d'investigation. Elle sera en faute s'il est établi en fait que, en se livrant à un examen plus minutieux et à une enquête plus attentive, elle aurait découvert les vices des titres en question.

Ces solutions ne sont que l'application pure et simple de l'article 1382 du Code civil. Lorsque la faute de la Chambre syndicale sera établie, elle apparaîtra d'autant plus grave que l'institution des agents de change a pour objet « d'empêcher que la bonne foi des citoyens ne soit abusée, et que la fortune privée soit livrée aux calculs de la cupidité et de la mauvaise foi » (1).

Certains auteurs paraissent admettre d'une façon presque complète l'irresponsabilité de la Chambre syndicale en cette matière (2). Cette doctrine nous paraît trop catégorique. Evidemment la Chambre syndicale ne répond pas des effets admis à la cote, car elle ne se

(1) Exposé des motifs de la loi du 28 ventôse an IX.

(2) Mollot, *Bourse de commerce*, n° 681.

porte pas garante de l'avenir, de la valeur et de la solvabilité de l'émetteur, mais « il serait véritablement inique dans notre législation que celle d'une réunion de personnes ayant reçu un pouvoir aussi considérable que celui confié à la Chambre syndicale ; un pouvoir, qui lui permet en quelque sorte de disposer du marché financier en l'exerçant sans contrôle, sans responsabilité, au gré de son caprice et de son bon plaisir, une pareille thèse ne peut se soutenir » (1).

La responsabilité de la Chambre syndicale en cette matière de l'admission à la cote a été reconnue par la Cour de cassation dans une espèce célèbre.

Il s'agit de l'affaire des bons hypothécaires de Memphis et Paso and Pacific rail road (transcontinental du sud des Etats-Unis). Les actions de cette Compagnie furent mal accueillies en Amérique. Sur 40.000.000 de dollars représentant le capital-actions, 1.000.000 seulement avait été souscrit, et 130.000 dollars seulement avaient été versés. C'est alors que la Compagnie émit des obligations gagées sur les terrains concédés, ou bons hypothécaires et en demanda l'admission à la cote officielle de la Bourse de Paris. Sur l'affirmation que les titres étaient cotés à la Bourse de New-York, la Chambre syndicale admit aux négociations officielles, avec l'autorisation du ministre des finances, la première série de ces bons avec obligation de rendre définitive,

(1) Schaffhauser et Chevresson, *Responsabilité des agents de change*.

avant de mettre en circulation la deuxième série, l'hypothèque conférée sur les terrains concédés. Les titres en question furent rapidement placés. Les trois premiers coupons furent prélevés sur le capital. Le Parquet, informé des manœuvres imputées aux fondateurs, les fit poursuivre et condamner par le Tribunal correctionnel. Ce fut l'effondrement immédiat de la société. Un groupe de porteurs actionnèrent la Chambre syndicale, comme civilement responsable, du préjudice qu'ils avaient subi, par ce motif que l'admission à la cote avait été la raison déterminante de leur acquisition. Les demandeurs reconnaissaient l'entière bonne foi des membres de la Chambre syndicale. Il était établi que l'admission des bons à la cote avait été le résultat d'une véritable surprise ; en effet, les administrateurs du Transcontinental avaient versé une pièce certifiant que les titres étaient cotés à la Bourse de New-York ; or, cette pièce était fausse. Les demandeurs se prévalaient seulement contre la Chambre syndicale de l'inobservation des conditions imposées par le décret de 1858 pour l'admission à la cote de valeurs étrangères. Le tribunal civil de la Seine et la Cour d'appel de Paris admirent le principe de cette responsabilité. La Chambre syndicale, étant donné qu'il s'agissait d'obligations, était en faute de n'avoir pas vérifié, conformément au décret précité, le versement intégral du capital-actions que ne pouvait remplacer une garantie hypothécaire, du reste conditionnelle. Cette omission fut considérée

comme constituant la négligence ou l'imprudence visée par l'article 1382 du Code civil. La Chambre syndicale fut, en conséquence, condamnée à verser au porteur une indemnité égale au quinzième des dommages-intérêts qui devaient être fixés par état.

La Chambre syndicale porta le litige devant la Cour de cassation.

Le pourvoi soutenait que celle-ci pouvait être responsable, parce que l'admission à la cote est effectuée sous le contrôle du gouvernement. Ce moyen fut rejeté par un arrêt de la chambre civile du 4 décembre 1877 qui confirma pleinement la thèse de la Cour d'appel sur la question d'imputabilité (1).

La responsabilité de la Chambre syndicale en cas d'admission imprudente à la cote fut encore admise, quoique implicitement, par l'arrêt de la chambre civile de la Cour de cassation du 5 mai 1886. Mais cet arrêt n'eut pas pour objet le principe même de cette responsabilité. La question qu'avait à résoudre la Cour suprême, était celle de savoir à qui appartient l'action en responsabilité contre la Chambre syndicale, à raison d'une admission imprudente à la Bourse d'actions ou d'obligations d'une société, après la faillite de cette société ? L'arrêt dont nous parlons fut rendu dans l'affaire de la faillite de la société du Crédit Foncier Suisse contre les agents de change de Paris.

(1) Cass. civ., 4 décembre 1877, D. 78.1.249.

La société anonyme du Crédit Foncier Suisse avait obtenu, à diverses reprises, pour plusieurs séries de ses actions et obligations, l'admission à la cote de la Bourse de Paris. En 1874 elle fut mise en faillite par le tribunal de commerce de la Seine, qui reconnut que la société n'était pas suisse et avait son domicile effectif à Paris. Le même tribunal déclara, le 13 avril 1879, la nullité de cette société pour défaut de souscriptions ou de versements d'un certain nombre d'actions formant le capital social. C'est alors que le syndic de la faillite assigna la Chambre syndicale des agents de change de Paris en responsabilité, à raison du dommage que l'admission à la cote avait occasionné aux divers intéressés. Le tribunal civil de la Seine, et la Cour de Paris, par un arrêt confirmatif du 25 mars 1884, rejetèrent la demande du syndic par ces motifs que cette demande en dommages-intérêts formée par le syndic reposait sur des griefs particuliers à certaines catégories de créanciers ; que le préjudice allégué n'était pas commun à tous ; qu'il s'agissait, non d'une demande intéressant la masse, mais d'une action ayant un caractère purement individuel et que le syndic ne peut par suite exercer.

La Cour de cassation cassa cette décision dans son arrêt du 5 mai 1886. « Attendu, dit-elle, que le syndic d'une société faillie peut agir, tant au nom de cette société, qu'au nom de la masse des créanciers, dès lors que son action a pour but de diminuer le passif social et d'augmenter l'actif ; que par les conclusions prises

tant en première instance qu'en appel, le syndic de la faillite du Crédit Foncier Suisse exposait : que l'admission à la cote officielle de la Bourse de Paris, tant des actions que des obligations émises par la Société, avait eu pour effet de faciliter une série d'opérations frauduleuses, de tromper les acheteurs de titres, et, en même temps, de causer le plus grave dommage à la société elle-même, puisque, d'après les conditions dans lesquelles s'étaient faites les négociations à la Bourse de Paris, on pouvait évaluer à 4 millions 500.000 francs la perte éprouvée sur le prix des actions négociées et à 21 millions le préjudice causé par l'impossibilité d'exercer contre les actionnaires le recours en libération de leurs actions ; que ces pertes très considérables avaient été également subies sur la masse d'obligations successivement admises à la cote ; que l'admission avait eu lieu, d'une part, en contraventions aux lois et règlements qui régissent les sociétés françaises et étrangères ; mais, en tout cas, dans de telles conditions que le plus simple accomplissement du devoir d'examen de recherche et de contrôle imposé à la Chambre syndicale eût suffi pour faire refuser l'admission à la cote, et par suite, pour éviter tant à la société qu'à la masse des créanciers les pertes résultant de cette admission ; attendu qu'une demande ainsi formulée, qui tendait à faire entrer des sommes importantes dans l'actif social, intéressait manifestement et la société et la masse créancière et pouvait, par suite, être introduite par le syndic de la

faillite ; qu'on ne peut écarter le caractère d'action commune et refuser qualité au syndic, par le seul motif, que tous les créanciers de la société, à cause de la différence dans la date de négociation des titres, n'ont pas un égale intérêt à la réparation du préjudice qu'avait causé l'admission imprudente à la cote officielle de la Bourse ; qu'il suffit que l'action ait pour objet l'augmentation de l'actif social, gage commun de tous les créanciers, pour que la masse créancière tout entière soit intéressée au succès de cette action, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les différentes catégories de créanciers. » (1)

Cet arrêt n'avait nullement la prétention de résoudre au fond la question de la responsabilité de la corporation des agents de change et de la Chambre syndicale, puisque l'arrêt attaqué n'avait pas lui-même résolu cette question et s'était borné à débouter le syndic en lui refusant la qualité nécessaire pour agir. Cependant il semble bien que la pensée certaine de la Cour suprême soit que la Chambre syndicale est responsable d'une admission imprudente et préjudiciable aux tiers, ce point est acquis depuis l'arrêt précité du 4 décembre 1877.

Quant à la possibilité pour le syndic d'agir, dans les circonstances indiquées au nom de la société faillie et de la masse créancière, elle ne nous semble pas sérieusement contestable. L'admission à la cote, dans l'espèce,

(1) Cass., 5 mai 1886, D. 87, 1.481,

avait compromis le capital de la société et son recouvrement. Les actions, qui n'avaient pas trouvé de souscripteurs primitifs, ont été négociées en bourse à des cours de baisse ; la société a éprouvé un dommage évident par suite de l'impossibilité où elle s'est trouvée de rentrer dans son avoir. L'action contre la Chambre syndicale est donc une action sociale. Or, la faillite a transporté au syndic l'exercice des droits de la société faillie ; il est recevable à agir, en vertu du dessaisissement du failli et de l'article 443 du Code de commerce. De plus, le capital social annoncé est dû directement aux créanciers, indépendamment du pouvoir qui appartient à la société d'en effectuer la rentrée (1). La masse des créanciers a, de son chef, le droit de s'en prendre, à ceux qui, par leur faute, ont diminué ce capital, c'est-à-dire dans l'espèce, à la Chambre syndicale. Or le syndic de la faillite sociale est l'organe de la masse créancière. La solution consacrée par la Cour suprême dans son arrêt du 5 mai 1886 nous paraît donc absolument juste.

Nous venons d'envisager la responsabilité de la Chambre syndicale en cas d'admission imprudente et dommageable à la cote. Il faut nous demander maintenant, si le refus d'admission et le retrait de la cote peuvent déterminer une action en responsabilité contre la Chambre syndicale, de la part des établissements intéressés à cette admission.

(1) Lyon-Caen et Renault, *Droit commercial*, t. 1, n° 354.

Ici nous croyons qu'il faut séparer nettement le droit et le fait.

En droit, il n'y a aucune raison de ne pas appliquer les principes généraux. Si la faute de la Chambre syndicale est démontrée, elle doit réparation (1), mais il est bien évident que celle-ci échappe à toute responsabilité si le rejet de la demande d'admission ou le retrait de la cote sont motivés par le fait que la valeur n'est pas l'objet de négociations suffisantes ou bien qu'elle ne répond pas ou ne répond plus aux conditions légales et réglementaires.

Or, cette distinction entre les motifs de la décision de la Chambre syndicale est impossible pratiquement. Il serait, en effet, bien malaisé de contester l'appréciation de la Chambre qui, sur ces points, du refus d'admission ou du retrait de la cote, se trouve investie en fait d'un véritable pouvoir discrétionnaire. Aucune société, en effet, n'a le droit à l'admission à la cote, aucune ne peut donc alléguer un dommage résultant de la violation d'un droit qu'elle n'a pas (2). - On aboutit ainsi en pratique à l'exclusion de toute action en responsabilité (3).

Une dernière hypothèse demande enfin à être examinée. Supposons qu'après avoir admis une valeur à

(1) Labori, *Répertoire*, V^o *Effets publics*, n^o 273.

(2) V. en sens opposé notes sous l'arrêt de 1878, *J. Pal.*, 1878, p. 920, 921.

(3) V. à ce sujet un arrêté de la Cour de Bruxelles du 8 août 1882, *Pasicrisie Belge*, 1882.3.23.

la cote, la Chambre syndicale croie devoir subordonner le maintien de cette admission à certaines conditions, une telle décision peut-elle engendrer sa responsabilité ? La Cour de cassation a eu à se prononcer sur la question en 1877 dans l'espèce suivante. Le Crédit Foncier de France avait voté, le 1^{er} septembre 1879 l'augmentation de son capital et l'émission de 60.000 actions nouvelles, réservées par préférence aux porteurs d'actions anciennes, à raison d'une demi-action nouvelle pour chaque action ancienne ; la libération devait s'effectuer sans versement d'espèces par prélèvements sur les bénéfices antérieurs non distribués. La Chambre syndicale décida l'admission à la cote des actions anciennes n'ayant pas pris part à la souscription ; des actions anciennes ayant souscrit et ayant de ce fait été estampillées ; enfin des actions nouvelles et des demi-actions nouvelles. Il arriva que des spéculateurs achetèrent des actions non estampillées dans l'espoir que ces titres allaient se raréfier et que la hausse en résulterait. Cette prévision se réalisa. La Chambre syndicale, inquiétée à bon droit par cette situation, décida que l'action non estampillée pourrait être remplacée dans la livraison par une action ancienne estampillée augmentée d'une demi-action, une équivalence réelle existant entre ces deux modes de livraison. La conséquence de cette décision fut la baisse des titres non estampillés.

Un spéculateur, dont les ordres avaient été entièrement exécutés, avant que la parité ne fût établie, in-

tenta une action à l'effet de se faire indemniser de la moins-value subie par les titres qu'il avait achetés. La Cour de Paris ayant repoussé cette prétention, la chambre civile de la Cour de cassation rejeta le pourvoi par un arrêt du 4 décembre 1877. « La Chambre syndicale, dit-elle, est chargée par la loi de son institution de veiller, sous le contrôle du ministre des finances, à la sincérité et à la loyauté des opérations de la Bourse ; pour remplir cette mission, elle a notamment le pouvoir d'accorder, refuser, suspendre, ou interdire la négociation d'une valeur autre que les fonds d'Etat français, soit au comptant, soit à terme. Elle peut dès lors déterminer, dans le but de prévenir des spéculations déloyales, les conditions auxquelles elle croit devoir subordonner l'admission ou le maintien de certaines valeurs (1). »

Par application de ce principe, la Chambre syndicale, dans des circonstances pareilles à celles que nous venons d'indiquer, ne peut encourir aucune responsabilité à l'occasion des dépréciations subies par les valeurs. Il en sera ainsi toutes les fois que cette sorte de délibération de la Chambre syndicale sera prise en dehors de tout parti pris individuel dans l'intérêt du marché et de la bonne tenue des négociations.

(1) D. 78.1.251 ; Lyon-Caen et Renault, t. IV, n° 895 *bis*.

CHAPITRE V

RÉGLEMENTATION ET EXÉCUTION DES MARCHÉS DE BOURSE.

La Chambre syndicale intervient dans l'exercice des fonctions d'agent de change en vue de la réglementation et de l'exécution des marchés de Bourse.

Le décret du 7 octobre 1890 n'a fait que poser les principes essentiels de l'organisation du marché financier. Il a reconnu aux Compagnies d'agents de change la faculté d'en développer, par une réglementation locale, les points de détail. En outre, il confère aux Compagnies le droit de réglementer d'une manière générale les conditions d'exécution des marchés non réglés par le décret (art. 82).

La Compagnie des agents de change de Paris y a pourvu en publiant le règlement particulier dont nous avons déjà cité certaines dispositions. C'est un travail inspiré par des fins éminemment pratiques. Il est complété par l'organisation de services collectifs, d'encaissements, de livraisons, de liquidations et d'aménagements matériels.

La Chambre syndicale intervient d'abord dans la réglementation proprement dite des négociations en Bourse.

La Chambre syndicale donne son avis sur les heures d'ouverture de la Bourse (art. 43, décret de 1890), et c'est l'autorité municipale qui statue.

Les agents de change sont tenus de consigner leurs opérations sur un carnet, c'est la Chambre syndicale qui détermine le modèle de ce carnet (art. 41, décret de 1890).

De plus, les agents de change doivent transcrire leurs opérations dans le jour où elles sont effectuées, sur un livre journal. Indépendamment de ces deux livres, les agents de change en ont habituellement d'autres pour leur comptabilité.

L'arrêté de la Chambre syndicale des agents de change de Paris du 14 novembre 1823 les oblige à tenir leurs écritures en partie double.

La Chambre syndicale fixe le taux du courtage et le tarif des certifications et légalisations (art. 38 et 76 du décret de 1890).

La Chambre syndicale peut autoriser ou ordonner l'emploi, pour des valeurs déterminées (1), de la procédure d'enchère avec faculté de surenchère (art. 47 et 70, décret de 1890). C'est elle qui fixe les conditions et les délais de cette procédure. Aux termes de l'article 67 du règlement particulier des agents de change de Paris (1899), ces enchères doivent se faire au plus tard dans

(1) Il s'agit des valeurs données en gage (art. 93, C. com.) et des valeurs d'une société réalisées pour défaut de versement des termes appelés.

un délai de 8 jours à partir de la demande de négociations ; quant aux surenchères, elles sont reçues pendant un délai minimum de 24 heures : nul ne peut enchérir ou surenchérir que par ministère d'agent de change.

Mais le rôle le plus important et le plus intéressant de la Chambre syndicale s'exerce en matière de liquidation des marchés à terme et en matière d'exécution forcée des marchés de Bourse. C'est sur cette double fonction que nous devons surtout insister.

Liquidation des marchés à terme.

Dans les marchés à terme, les obligations sont différées quant à leur exécution jusqu'à une date fixée par les intéressés, sous une double réserve : 1° Que l'exécution ne peut être ajournée au delà de un ou deux mois ; 2° que l'échéance doit coïncider avec les jours affectés par les statuts de la Compagnie des agents de change, au règlement collectif des marchés à terme. A cette époque, l'opération devra être soldée sans exception ni atermoiement possible. Cela ne veut pas dire qu'il y aura effectivement, du côté du vendeur, livraison des titres et encaissement du prix ; du côté de l'acheteur une levée des titres et versement du prix. Le plus souvent les spéculateurs dénoncent leurs opérations, avant l'échéance, par une contre-opération, en la prorogeant au delà de l'échéance, au moyen d'un report. Le règlement du marché originaire, balancé

par un marché en sens inverse, peut alors se dissimuler sous un jeu d'écritures. Il n'en a pas moins eu lieu et la place se trouve directement ou indirectement déblayée de toutes les opérations conclues pour cette échéance.

La Chambre syndicale s'interpose dans la liquidation des marchés à terme ; tous les trois mois elle opère une compensation générale entre les comptes de tous les agents de change.

Les échéances des négociations à terme sont fixées par les règlements de chaque Compagnie (art. 60, décret de 1890). Le règlement particulier de la Compagnie des agents de change de Paris dispose, à ce sujet, en ces termes :

ART. 47. — Les négociations à terme ferme se liquident une ou deux fois par mois, suivant les valeurs, aux dates et de la manière fixée par le présent règlement. La Compagnie désigne, sur la proposition de la Chambre syndicale, les valeurs qui sont soumises à une seule liquidation par mois et celles qui sont soumises à la double liquidation mensuelle.

« ART. 48. — Les négociations à terme ferme ne peuvent avoir lieu pour un terme plus éloigné que la deuxième liquidation, à partir du jour où le marché est conclu. »

D'après l'article 49 du même règlement, des négociations à primes peuvent se traiter pour la quinzaine ou la fin de chaque mois, sans pouvoir dépasser, en prin-

cipe, le terme de la troisième liquidation à partir du jour où le marché est conclu en ce qui concerne les valeurs soumises à la liquidation de quinzaine ; et de la deuxième liquidation à partir de la conclusion du marché en ce qui concerne les valeurs soumises à la liquidation mensuelle. Le même article 49 ajoute, dans sa partie finale, que la Chambre syndicale peut, selon les besoins du marché, modifier les modalités des primes et en étendre les échéances dans les limites qu'elle jugera nécessaires.

Le temps pendant lequel s'opère la liquidation de fin de mois est de cinq jours, à partir du dernier jour du mois, non compris les jours fériés. Les escomptes donnent lieu à une liquidation anticipée prévue par les articles 53 et suivants du même règlement particulier des agents de change de Paris.

Or, la liquidation générale est effectuée par les soins de la Chambre syndicale. Pour faciliter les compensations en sommes, toutes les opérations se liquident à un cours uniforme, appelé cours de compensation, et qui est déterminé par le syndic d'après les cours cotés le premier jour de la liquidation des différentes valeurs (art. 67, décret de 1890). Par l'effet de cette liquidation, toutes les opérations entre agents de change sont compensées de façon à faire ressortir le solde en deniers ou en titres, à la charge ou au profit de chacun d'eux. Les différents soldes débiteurs ou créditeurs sont réglés par l'intermédiaire de la Chambre syndicale (art. 68, décret de 1890).

On a justement comparé la liquidation centrale, au clearing house (1). Supposons qu'un agent de change Primus ait vendu des titres à son confrère Secundus et en ait acheté de même nature à son confrère Tertius, il fera masse de toutes ces opérations, et au lieu de liquider séparément vis-à-vis de chacun de ses confrères, il liquidera vis-à-vis de tous réunis et considérés comme n'en formant qu'un. Pour chaque espèce de valeur, il établira le solde qu'il doit ou qui lui est dû en capitaux. Après quoi, il livrera ou retirera à la Chambre syndicale, son solde en argent ou en titres. Mais la liquidation centrale n'empêche pas que l'agent de change soit obligé de liquider séparément vis-à-vis de chacun de ses clients.

Exécution forcée des marchés de Bourse.

L'exécution des marchés en Bourse ne peut s'accommoder d'aucun retard. Aussi les usages de Bourse ont-ils établi des voies d'exécution rapides, soit en cas d'inexécution dans les rapports d'agent à agent, soit en cas d'inexécution du fait de l'agent dans ses rapports avec les clients. Au point de vue des rapports d'agent à agent, le retard dans l'exécution des marchés au comptant peut d'abord donner lieu à des mesures disciplinaires. En outre, il motive l'intervention de la Chambre syndicale qui se substitue à l'agent de change en retard, à la requête du collègue créancier, pour réaliser d'ur-

(1) Thaller, *Droit commercial, loc. cit.*, p. 959.

gence l'opération en suspens. L'agent qui ne peut obtenir la livraison, après avoir prévenu son confrère par l'envoi d'une fiche, remet à la Chambre syndicale une affiche portant le nom de l'agent qui rachète, celui de l'agent en retard, la nature et la quantité des titres, la date de la négociation inexécutée, et celle du jour où il sera procédé au rachat. Cette affiche est apposée en Bourse pendant trois séances. A l'expiration de ce délai, il est procédé sans remise au rachat officiel, par les soins de la Chambre syndicale.

Le règlement des opérations à terme entre agents, est effectué sous le contrôle effectif et avec l'intervention active de la Chambre syndicale.

La Chambre syndicale intervient également pour surveiller l'établissement des filières dans l'escompte indirect.

Passons à l'inexécution provenant du fait de l'agent dans les rapports avec les clients.

L'agent de change est un commissionnaire ducroire, c'est-à-dire qu'il doit à son donneur d'ordres la garantie personnelle de l'accomplissement du marché. A la différence d'un mandataire ordinaire, il est responsable de l'exécution de la convention. « L'agent, dit M. Thaller⁽¹⁾, s'interpose entre un vendeur A et un acheteur B ; à l'égard de cet agent, le vendeur est un commettant, l'acheteur forme la contre-partie du marché (ou inver-

(1) Thaller, *Droit commercial*, n° 960.

sement). Or, l'intermédiaire va devenir responsable entre chacune de ces deux personnes, de l'exécution de la convention. L'ancien article 86 du Code de commerce, d'après lequel l'agent ne peut se rendre garant de l'exécution des marchés dans lesquels il s'entremet, était inconciliable avec cette doctrine. Ce texte a été abrogé par la loi du 28 mars 1885. En effet, l'agent est tenu envers la contre-partie, c'est-à-dire est obligé de régler l'acheteur B nonobstant l'insolvabilité du commettant A, ce qui s'explique par le fait que l'agent a traité *proprio nomine*. Il est tenu du marché envers le donneur d'ordres, envers le vendeur A, c'est-à-dire qu'il répond de la solvabilité de la contre-partie, de l'acheteur B, et c'est là l'effet propre au *ducroire*. »

C'est là une condition rigoureuse pour l'agent qui se trouve garant vis-à-vis de sa clientèle, de celui de ses confrères du Parquet, qui a tenu la contre-partie. Ce régime est d'autant plus rigoureux qu'un agent ne peut pas se couvrir vis-à-vis d'un confrère comme il le fait, en exigeant une couverture, vis-à-vis d'un particulier.

C'est pourquoi, deux atténuations ont été apportées à ce régime par les décrets. En premier lieu, l'agent peut, par une convention avec son client, s'exonérer de toute garantie du fait de l'autre agent de change (art. 54, décret de 1890), alors qu'une semblable stipulation serait inefficace pour l'affranchir de la garantie du fait d'un client.

En second lieu il y a une intervention possible de la Chambre syndicale (1), l'agent notifie à la Chambre la suspension par son confrère de ses engagements. Celle-ci pourvoit à l'administration provisoire de la charge en défaut, prend les mesures nécessaires pour assurer l'exécution des marchés en souffrance et les liquide d'après le cours moyen du jour où a cessé l'exécution du marché. De plus, dans les bourses de plus de 40 agents, comme à Paris, la corporation répond des engagements de l'agent embarrassé. Le décret du 7 octobre 1890, article 55, modifié par celui du 29 juin 1898, a réglementé le droit d'exécution du donneur d'ordres. « Si en dehors de toute contestation sur le fond du droit, la livraison ou le paiement n'est pas effectué par l'agent de change dans les délais réglementaires, le donneur d'ordres peut, après l'avoir mis en demeure par acte extra-judiciaire, notifier en la même forme, dans le délai de 24 heures, cette mise en demeure à la Chambre syndicale. Au reçu de cette notification, la Chambre syndicale prend, à l'égard de l'agent de change, les mesures propres à assurer l'exécution du marché. Elle l'exécute au besoin elle-même, au mieux des intérêts du donneur d'ordres et pour le compte et aux risques et périls de l'agent de change en défaut. Elle ne peut s'y refuser, qu'en dénonçant la situation, dans le délai de quinze jours, au président du tribunal de commerce. »

(1) Thaller, *Droit commercial*, n° 961.

Le décret du 29 juin 1898 a ajouté une disposition conçue en ces termes : « Dans les bourses comportant plus de 40 agents de change, la Chambre syndicale ne peut se refuser à exécuter le marché pour le compte de l'agent de change en défaut dans la limite de la valeur totale des offices de la Compagnie calculée d'après les dernières cessions, du fonds commun et du montant des cautionnements. »

Ce système n'est applicable qu'à la Bourse de Paris. Les parquets de province peuvent se refuser à prendre la place de l'agent de change défaillant en dénonçant la situation, dans le délai de quinze jours, au président du tribunal de commerce. A Paris, au contraire, la solidarité légale ne souffre pas d'exception.

Quand la Chambre syndicale constate qu'un agent de change a cessé d'exécuter les marchés qui le lient à ses confrères, ces marchés sont liquidés dans les conditions déterminées par les règlements de la Compagnie, en prenant pour base le cours moyen du jour de cette constatation. Les créances que cette liquidation peut faire ressortir ne sont exigibles qu'à l'échéance primitive de chacune des opérations liquidées. La Chambre syndicale pourvoit en même temps à l'administration provisoire de la charge en défaut.

Quelle est la conséquence, à l'égard du client, de la liquidation d'un agent de change par la Chambre syndicale ?

Antérieurement au décret de 1890 on s'était demandé

si l'agent de change liquidé, dans ses rapports avec ses confrères, se trouvait tenu envers ses clients, de réaliser immédiatement les achats à terme faits pour leur compte, sous peine d'être déclaré responsable de la baisse survenue lors de l'échéance. La négative avait été admise par un arrêt de la chambre des requêtes du 4 janvier 1886. La Cour avait jugé que les règlements des Compagnies d'agents de change, qui ne contiennent que des dispositions d'ordre intérieur, ne peuvent être invoqués par les clients pour aggraver la responsabilité résultant du contrat et des principes du droit commun (1).

L'article 56, alinéa 2, du décret de 1890, dispose à cet égard que, lorsque la position d'un agent de change a été ainsi liquidée, les donneurs d'ordres sont mis, par l'administrateur provisoire de la charge, en demeure d'opter sans délai entre la liquidation de leur marché au cours moyen du jour où la défaillance de l'agent de change a été constatée, et le maintien de leur position chez l'agent de change défaillant, sous réserve, pour les Bourses comportant plus de 40 agents, de la solidarité établie par le décret de 1898.

Le décret du 29 juin 1898 concerne particulièrement les Bourses comportant plus de 40 agents, c'est à-dire en fait celle de Paris. Il a établi la règle de la solidarité. La Chambre syndicale des agents de change de Paris ne peut, comme les autres Chambres syndicales, se sous-

(1) Req., 4 janvier 1886, D. 86. 1. 12.

traire à l'obligation d'assurer l'exécution des engagements d'un agent défaillant. Il existe, entre tous les agents, une solidarité limitée à la valeur totale des offices de la Compagnie, calculée d'après les dernières cessions, au montant du fonds commun et à celui des cautionnements.

Si l'on admet qu'un Parquet ait, par exemple, 70 agents, que chaque charge représente 1 million, et que le cautionnement individuel soit de 250.000 francs, avec une caisse commune de trois millions, la Compagnie sera tenue du passif d'un quelconque de ses membres à concurrence de 90 millions et demi de francs (1).

Cette solidarité obligatoire dans la mesure indiquée n'existe que pour les agents de change à la Bourse de Paris. Dans les autres Parquets, qui ont moins de 40 agents, l'organisation d'une caisse commune par les règlements intérieurs de la Compagnie ne permet pas aux tiers de prétendre que cette communauté d'intérêts constitue, entre les agents de change, une véritable société commerciale, établissant entre eux une responsabilité solidaire (2).

En ce qui concerne l'exécution d'un agent défaillant, le règlement particulier de la Compagnie des agents de change de Paris contient, dans son article 39, les dispositions suivantes :

(1) Thaller, *loc. cit.*, n° 961.

(2) Trib. comm. Seine, 5 février 1833, D., *Répertoire alphabétique*, V° *Bourse de commerce*, n° 214.

« Lorsqu'un agent de change, par suite d'embarras dans ses affaires, est forcé de quitter le parquet, le syndic en avise immédiatement la Chambre syndicale et la Compagnie. Il demande en outre à tous les agents de change qui ont contracté avec le confrère embarrassé d'envoyer à la Chambre syndicale le relevé de la position dudit confrère chez eux.

« Ils doivent liquider sans retard toutes les affaires engagées soit à terme ferme, soit au comptant, et les écritures sont passées au cours moyen, à terme ou au comptant, du jour déterminé par le décret du 7 octobre 1890.

« Si l'agent de change défaillant est acheteur de primes, on revend des primes de même nature. Ces opérations de revente sont passées au cours moyen du jour des primes de même nature et de même échéance, à la condition, toutefois, que la revente ainsi passée ne soit pas inférieure comme cours aux opérations primitives diminuées du montant de la prime. Toutes les primes dont l'agent de change défaillant est acheteur, et qui ne se trouvent pas revendues, suivant la règle posée ci-dessus, sont abandonnées par lui. Pour les primes revendues, au contraire, la réponse s'effectue à leurs échéances respectives.

« Si l'agent de change défaillant est vendeur de primes, on rachète des primes de même nature et pour les mêmes échéances, ces opérations sont passées au cours moyen de la cote des primes de ce jour, et la

réponse s'effectue aux diverses échéances des opérations.

« Si, lors des réponses des primes, dans les hypothèses prévues aux deux paragraphes précédents, partie des primes se trouve levée et partie abandonnée, les opérations ainsi consolidées doivent être liquidées dans une opération ferme en sens contraire, et ces opérations sont passées au cours moyen du ferme. »

CHAPITRE VI

ADMINISTRATION DU PATRIMOINE CORPORATIF.

La corporation des agents de change, personne morale, possède un patrimoine, sur lequel la Chambre syndicale a des pouvoirs d'administration.

Le décret du 7 octobre 1890 (art. 26) prévoit et impose dans les Compagnies ayant une Chambre syndicale, l'institution d'une caisse commune administrée par cette Chambre et dont le mode de gestion est déterminé par les règlements particuliers de la Compagnie. Le décret dispose qu'à cette caisse doivent être versés les prélèvements sur les courtages, des contributions diverses et qu'il doit être formé un fonds de réserve.

La légalité de la caisse commune, qui avait été contestée autrefois (1) ne peut donc plus faire de doute depuis le décret de 1890 qui organise légalement cette caisse pour toutes les Compagnies ayant une Chambre syndicale.

Certains auteurs ont prétendu que cette caisse avait une personnalité distincte de celle de la Compagnie

(1) Cependant la majorité des auteurs se prononçait en faveur de la légalité. Un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation du 16 février 1885 avait aussi admis cette légalité (D. 86.1.161).

des agents de change. Ceci ne peut plus se soutenir. Elle est la propriété d'une personne morale qui est la Compagnie des agents de change qui peut ester en justice, représentée par le syndic (art. 27 du décret du 7 octobre 1890).

La Chambre syndicale est sans aucun doute responsable à raison de la gestion de la caisse commune qui lui est confiée. La question fut jugée à Lyon le 11 décembre 1885 et à Bordeaux le 11 mai 1873 (1).

Cette responsabilité a surtout une importance considérable, au point de vue de la garantie que comptent trouver les tiers en cas de faillite de l'agent de change auquel ils se sont adressés pour faire leurs opérations.

L'étendue de cette responsabilité n'a pas toujours été la même. Avant 1898 le public s'imaginait que la caisse commune devait servir à désintéresser d'une façon complète les créanciers d'un agent de change en défaut. Cette opinion à cette époque était fausse. La caisse commune était alors une institution d'ordre intérieur sur laquelle le public ne pouvait rien prétendre. Un arrêt de la Cour de Paris du 28 mars 1891 l'indiquait nettement. Sans doute la Chambre syndicale employait parfois une partie des fonds communs à désintéresser les clients d'un agent momentanément gêné pour l'empêcher de tomber en faillite, mais elle ne le faisait qu'à titre gracieux. Cet acte volontaire n'était basé sur au-

(1) D. 1874, 2.106.

cun droit attribué au client de l'agent de change. Du reste toutes les fois où la situation de la charge était trop gravement compromise, elle se gardait bien de payer les débiteurs et laissait mettre l'agent de change en faillite. Dans ce cas, les clients ne venaient qu'au marc le franc. M. Léveillé prétendait cependant que la caisse commune était le noyau d'une responsabilité collective à l'égard des donneurs d'ordres et qu'elle devait servir à les désintéresser, si l'agent auquel ils se sont adressés tombait en faillite (1).

Cette opinion qui voyait une solidarité complète entre tous les agents d'un même Parquet était, nous semble-t-il, erronée, M. Schaffhauser était adversaire de la solidarité (2). La Chambre syndicale ne devait rembourser à la masse de la faillite que la part qui devait revenir à l'agent de change failli dans la caisse commune (3) ; l'obligation de cette caisse n'était en somme qu'une application de la loi du dividende.

Un décret du 29 juin 1898 a rendu tous les agents de change solidaires les uns des autres, mais à Paris seulement. M. Waldmann prétend que cette solidarité est une atteinte à la propriété individuelle, et rien ne permet, d'après lui, au pouvoir exécutif de réglementer les opé-

(1) *Revue pratique*, t. 25, p. 133.

(2) Schaffhauser et Chevresson, *Responsabilité des agents de change*, p. 129.

(3) Arrêt du tribunal de Bordeaux, 4 avril 1872.

rations de Bourse, en substituant de force la responsabilité des uns à celle des autres (1).

Quoi qu'il en soit, tous les intéressés n'ayant pas protesté, cette illégalité est couverte. Cette solidarité, du reste, donne confiance au public et constitue une des principales supériorités du parquet sur la banque et la coulisse ; la caisse commune qu'administre la Chambre syndicale, est une garantie de cette solidarité et une sécurité pour le public.

Cette caisse a surtout pour objet d'assurer mutuellement les agents contre l'inexécution des marchés, dans le cas où les clients ne s'exécutent pas. Si, au moment d'une liquidation, l'un des agents se trouve être débiteur de ses confrères pour compte, et que ses clients ne lui aient pas remis à lui-même les valeurs, la caisse commune avance les fonds à l'agent débiteur.

La caisse commune est toujours venue au secours des agents de change défaillants, même en province, bien qu'il n'y ait, nous l'avons vu, de solidarité obligatoire entre les agents qu'à Paris. On a même vu la caisse jouer un rôle plus important encore, dans des circonstances graves comme celles qui se sont produites sur le marché de Lyon en 1882, en pourvoyant au service des emprunts contractés par la Compagnie pour régler le passif des charges qui avaient sombré.

D'une façon générale la Caisse commune répond des

(1) Waldmann, *Des agents de change*, loc. cit., p. 367.

engagements de la Compagnie, notamment de ceux qui **proviennent** de délits ou quasi-délits.

Nous allons **retracer** rapidement l'histoire de la caisse commune, puis **décrire** son **organisation**.

Historique (1).

La caisse commune est aussi ancienne que la constitution des agents de change en corporation. L'arrêt du Conseil de 1638, après avoir institué un corps, appelé à Paris le corps des trente courtiers héréditaires de change et de banque, et décidé que deux courtiers, élus par la Compagnie, feront fonctions de syndic, procureur et receveur, ordonne que « Lesdits courtiers auront à l'advenir une bourse commune du quart desdits gains et profits ». Cette caisse corporative avait pour but, à cette époque, de faire obstacle au mouvement de concentration qui donnait une importance excessive à certaines charges, aux dépens des offices concurrents et du public. Pour enrayer ce mouvement, deux mesures furent prises : l'augmentation du nombre des courtiers qui fut porté de 20 à 30 et la participation de tous les membres de la Compagnie à une partie des bénéfices réalisés par toutes les charges, un fonds commun étant constitué par le versement du quart des gains. Mais le système imaginé pour le recouvrement des contributions était inquisitorial. Les courtiers, en remettant au

(1) V. Mollot, *Bourse de commerce, agents de change et courtiers*.

syndic le quart des courtages perçus sur les opérations au comptant, devaient fournir un état nominatif de toutes les parties avec lesquelles ils avaient opéré, tant au comptant qu'à crédit ; cet état devait être certifié et affirmé véritable. De plus, ils étaient obligés, au besoin, de représenter leurs registres. Cette atteinte portée au secret professionnel par l'arrêt du Conseil de 1638, provoqua une protestation de la part des courtiers de change. L'arrêt fut révoqué par un arrêt du Conseil du 2 avril 1639. La bourse commune n'avait duré que trois mois.

Cependant les agents de change possédèrent, pendant tout le cours des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, un fonds social destiné à subvenir aux dépenses de la vie corporative. Ce fonds était alimenté, notamment, par les droits imposés aux récipiendaires et par une partie des amendes frappant les contraventions aux règlements. La caisse était gérée par le syndic. L'article 12 des statuts du 8 octobre 1706 porte la disposition suivante :

« Chaque syndic sortant de charge sera tenu de présenter son compte de récepte et dépence, trois mois après son année d'exercice sur le bureau à l'assemblée ordinaire, auquel jour seront nommées deux personnes de la Compagnie pour l'examiner et en faire leur rapport à l'assemblée suivante. Ce qui se trouvera dépensé pour le bien et utilité de la Compagnie, sera alloué sans difficulté et ce dont le syndic se trouvera redevable, sera par lui payé au syndic entrant en charge, et au cas

qu'il soit dû au syndic sortant, la Compagnie lui en fera le remboursement. »

Cette disposition fut reproduite, avec des variantes, par les statuts de 1714, 1720 et 1786.

Après la Révolution, la caisse commune réapparut avec la reconstitution de la Compagnie des agents de change. Une convention passée en 1819 entre les agents de change en a fixé les bases, et les statuts définitifs en ont été rédigés le 8 juillet 1822. D'après ces textes, toutes les négociations conclues par les agents de change donnent lieu, en principe, au versement d'un droit au profit de la caisse commune. Mais, au lieu d'établir, comme en 1638, un contrôle sur le livre des agents de change, on a imaginé un moyen de perception qui déjoue toutes les fraudes possibles sans comporter aucune immixtion dans le fonctionnement intérieur des charges. Les négociations contractées et les livraisons opérées, donnent lieu à la rédaction d'engagements et de bordereaux. Des feuilles imprimées en vue de cet objet sont délivrées, aux agents intéressés, par la Chambre syndicale qui y appose un timbre au profit de la caisse commune. Ainsi, le recouvrement du montant du droit se trouve opéré sans qu'il y ait aucune violation du secret professionnel.

Le rôle de la caisse commune s'est également profondément modifié. A certains égards elle se rattache aux institutions anciennes, d'abord en ce sens que les bénéfices opérés par la caisse donnent lieu à des réparations

périodiques entre les agents, puis en ce que les prélèvements sont destinés pour une part à l'entretien des services collectifs de la Compagnie. Mais la caisse commune devient avant tout une caisse de prévoyance et d'assurance, créée entre les agents pour parer aux responsabilités qu'ils peuvent encourir dans l'exercice de leur profession en leur faisant des avances dans les moments critiques et en se substituant à eux au cas d'insolvabilité constatée.

Organisation.

L'organisation et le fonctionnement de la caisse commune du Parquet de Paris ont été fixés par le règlement particulier du 3 décembre 1891, modifié le 29 juin 1898 et le 30 janvier 1899.

La caisse commune comprend trois éléments :

1° Un fonds commun ;

2° Un fonds de garantie ;

3° Un fonds de réserve au compte de chaque agent de change.

Le fonds commun est alimenté par les recettes suivantes :

1° Une partie des courtages acquis par chaque agent de change sur les négociations dont il est chargé ;
 2° le prix des carnets à l'usage des agents de change et des commis principaux ; 3° les produits éventuels, tels que : droits de rachats et de reventes d'offices, taxes de réception, certifications des cours, etc. ; 4° le

produit des valeurs mobilières et immobilières appartenant à la Compagnie ; 5° le produit des courtages du service des trésoreries générales.

Le fonds spécial de garantie est destiné à parer aux responsabilités pouvant incomber à la Chambre syndicale, du chef des opérations d'achat et de vente de rentes françaises et autres valeurs du Trésor, qui se font par l'entremise des trésoriers payeurs généraux et qui sont concentrées à la Chambre syndicale et effectuées par ses soins. Dans le cas où ce fonds de réserve viendrait à être entamé, il serait complété le plus tôt possible, suivant le mode fixé par une délibération de la Compagnie.

Enfin il existe un fonds de réserve au compte de chaque agent. Son importance est déterminée par la Compagnie réunie en assemblée générale.

Les bénéfices de la caisse commune sont répartis entre tous les agents de change dans la même proportion.

Les recettes sont encaissées contre des reçus signés par le syndic, et les dépenses sont payées sur ses ordonnancements.

Le syndic peut, avec l'autorisation de la Chambre syndicale, acquérir et aliéner toutes valeurs mobilières, consentir toutes transactions, tous compromis ou désistements, toutes mains-levées et radiations, même à titre gratuit. Mais il faut au syndic l'autorisation de la Compagnie réunie en assemblée générale pour con-

tracter des emprunts, acquérir des immeubles, les vendre, échanger ou hypothéquer.

On ne peut disposer de tout ou partie du fonds commun qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée générale ayant réuni les deux tiers des membres présents à la séance. Mais la Chambre syndicale peut toujours mettre à la disposition d'un agent de change sa part de la réserve, pour un délai qui ne peut excéder six mois. De plus, la Chambre syndicale peut, lorsqu'elle le juge convenable, et sans en référer préalablement à la Compagnie, faire certaines avances, prises sur la caisse commune, aux agents de change qui en font la demande. Ce sont : 1° une avance de fonds égale à l'importance de la portion du cautionnement sur laquelle il aura été conféré à la Compagnie, soit le privilège de bailleur de fonds, soit un transport en garantie ; 2° une avance de 100.000 francs à valoir sur le prix de la charge. Ces avances ne peuvent d'ailleurs être faites que pour six mois.

L'agent de change dont la position a été liquidée dans les termes de l'article 36 du décret du 7 octobre 1890 cesse d'avoir droit aux répartitions de la caisse commune.

Il est institué près de la caisse commune une commission de surveillance dite : Commission de comptabilité. Elle est présidée par un adjoint au syndic et composée de trois agents de change nommés par l'assemblée générale. Cette commission veille à l'obser-

vation des statuts de la caisse commune et elle est, en outre, chargée de la vérification des écritures, de la caisse et du portefeuille. Elle se réunit au moins une fois par mois, elle a le droit de déléguer des membres pour procéder à des vérifications ; tous les livres de comptabilité et les pièces de caisse sont mis à sa disposition. Par suite de la surveillance qu'exerce cette commission spéciale, tout droit de vérification et de contrôle individuel est interdit aux membres de la Compagnie.

CONCLUSION

Nous venons d'étudier l'organisation, les attributions de la Chambre syndicale des agents de change.

Quelle conclusion tirer de ce travail, sinon que l'organisation que nous avons décrite est l'un des meilleurs arguments que l'on puisse invoquer contre la liberté absolue du marché.

Le monopole des agents de change a subi une forte concurrence de la part de la coulisse. Les diverses opérations qu'ils ont seuls le droit d'effectuer se sont tellement multipliées qu'ils ont abandonné la négociation des lettres de change dont ils se contentent de constater les cours, ainsi que celui des matières d'or et d'argent. De plus, un grand nombre d'hommes d'affaires, sans aucun titre que la confiance libre de leur clientèle, ont empiété sur le privilège des agents de change.

A Paris, il s'est formé un marché libre à côté du marché officiel. Les coulissiers se sont groupés en deux syndicats conformément à la loi du 21 mars 1884 relative aux syndicats professionnels : le syndicat des banquiers en valeurs à terme et le syndicat des banquiers en valeurs au comptant. Ceux qui s'occupent de la coulisse de la rente ont constitué un groupe spécial sous

la dénomination de Chambre de compensation de la rente française. Les coulissiers s'entremettent pour la négociation soit des valeurs que la loi interdit de négocier (actions émises par les sociétés non encore constituées, titres non timbrés, etc.), soit de celles qui ne sont pas admises à la cote, soit même des valeurs inscrites à la cote.

La querelle de la coulisse et du Parquet a rempli toute la fin du xix^e siècle (1). Elle fut plusieurs fois portée devant le Parlement : en 1890, en 1893, en 1898 et elle donna lieu, en même temps qu'à des discussions théoriques, à bien des polémiques personnelles.

Lors de l'établissement de l'impôt sur les opérations de Bourse, en 1893, on put croire un instant que l'application de ce nouvel impôt allait résoudre définitivement la question, depuis si longtemps agitée, de la situation de la coulisse en face du privilège des agents (2).

(1) V. sur la question : Notamment Hayaux du Tilly, *Le marché financier, sa réglementation* ; Oulmann, *De l'étendue du monopole des agents de change et la réorganisation du marché financier* ; Pons, *Du marché libre* ; Guilmart, *Le marché libre de la Bourse de Paris*, 1912.

(2) La loi de finances du 28 avril 1893, art. 28 et suiv., avait imposé les opérations de bourse d'une taxe de 5 centimes pour 1.000 francs sur le taux de la négociation (Impôt porté à 0 fr. 40 0/0 par la loi de finances du 31 décembre 1907, art. 8). Cette taxe consistait dans un timbre sur bordereau, si l'opération était négociée par un agent de change ; à l'égard des autres intermédiaires elle devait se liquider par la tenue d'un répertoire imposé à « Quiconque ferait commerce habituel de recueillir des offres et des demandes de valeurs de bourse » ; ce répertoire devait être communiqué à toute réquisition des agents de la régie, et un extrait devait être déposé périodiquement à l'enregistrement.

Lever la taxe sur les opérations des coulissiers, n'était-ce pas reconnaître leur existence légale ? La question fut reprise sous la forme d'un amendement à la loi des finances de 1898 : l'amendement Fleury-Ravarin, qui devint l'article 14 de la loi du 13 avril 1898, était ainsi conçu : « Quiconque fait commerce habituel de recueillir des offres et des demandes de valeurs de bourse doit, à toute réquisition des agents de l'enregistrement s'ils agissent de valeurs admises à la cote officielle, représenter des bordereaux d'agents de change ou faire connaître les numéros et les dates des bordereaux, ainsi que les noms des agents de change de qui ils émanent, et, s'il s'agit de valeurs non admises à la cote officielle, acquitter personnellement le montant des droits. »

Les dispositions de cet article devaient servir de préface à une organisation du marché financier. Celle-ci fut faite par trois décrets en date du 29 juin 1898. Le premier de ces décrets modifie les articles 17, 55 et 56 du décret du 7 octobre 1890 en ce qui concerne la composition de la Chambre syndicale et la responsabilité collective des agents de change. D'une part, la Chambre syndicale doit être composée d'un syndic et de 8 adjoints au lieu de 6. D'autre part, il intervient la disposition que nous avons étudiée, suivant laquelle, lorsqu'un agent de change est défaillant, la Chambre ne peut se refuser à exécuter le marché pour le compte de l'agent en défaut « dans la limite de la valeur totale des offices de la Compagnie, calculée d'après les dernières

cessions, du fonds commun et du cautionnement. » Le deuxième décret crée de nouveaux offices d'agents de change près la Bourse de Paris ; il élève leur nombre de 60 à 70.

Le troisième décret est relatif au courtage dont le tarif fut abaissé.

Aujourd'hui la thèse de la liberté absolue du marché semble abandonnée. On admet que la spéculation comporte un minimum de réglementation.

Le marché officiel a une supériorité évidente sur le marché libre, en ce qui concerne la régularité des opérations. L'agent de change est astreint à une neutralité complète ; il ne peut être à la fois mandataire et intéressé dans la même affaire ; il ne peut même faire aucun acte de commerce ou de spéculation. Au contraire, le coulissier peut opérer pour lui-même et pour autrui ; dans la même opération, il peut se présenter à la fois comme intermédiaire et comme contre-partiste. Il est clair que, dans ces conditions, le donneur d'ordres a bien moins de garanties.

En outre, l'accession à la fonction d'agent de change est soumise, par la loi et les règlements, à des conditions d'aptitudes personnelles et pécuniaires. Il n'y a pas d'obstacle légal, au contraire, à l'entrée dans la coulisse.

Mais les coulissiers ont eux-mêmes réagi contre cette situation. Ils se sont organisés corporativement, ils ont réglé les conditions d'admission à la profession. Il faut un capital social de 500.000 francs pour le comp-

tant et d'un million pour le terme ; il faut, en outre, la nationalité française et la jouissance des droits civils.

Ce n'est pas tout. Les coulissiers ont aussi des Chambres syndicales. Mais il n'est pas difficile de montrer les garanties supérieures offertes par les Chambres syndicales des Parquets.

1° Les Chambres syndicales de coulissiers statuent après enquête sur l'admission des valeurs à leur cote respective. Mais elles déclinent expressément de ce chef toute responsabilité.

2° Les Chambres syndicales publient des cotes pour les valeurs inscrites à leurs marchés. Mais ces cotes sont bien imparfaites ; elles n'indiquent pas pour le comptant la série des cours pratiqués dans une séance, mais seulement le plus bas et le plus haut. Pour le terme, la cote indique le dernier cours, mais non le premier. Il en résulte que le contrôle du donneur d'ordres est illusoire pour le comptant et difficile pour le terme.

3° Les administrateurs des groupements de coulissiers ne possèdent pas les droits de contrôle que le décret de 1890 attribue à la Chambre syndicale des agents de change.

4° Enfin, on ne trouve dans la coulisse, ni la responsabilité solidaire dont nous avons parlé, ni l'institution de la Caisse commune.

Le donneur d'ordres qui s'adresse à un agent de change a, pour assurer le recouvrement de sa créance, la fortune personnelle de l'agent, le capital social de

la charge, le cautionnement et la valeur de l'office. Cette garantie est multipliée par la solidarité des agents de change. Les créanciers d'un coulissier tombé en faillite n'ont droit qu'à un dividende sur l'actif qu'il laisse.

La sécurité des opérations effectuées par le public est donc le caractère essentiel du marché officiel, c'est ce qui fait la force du parquet, et ce sera notre dernier mot, la Chambre syndicale des agents de change gardienne de la devise du Parquet de Paris, « Et servat et auget », est l'un des facteurs les plus puissants de cette sécurité. Souhaitons qu'un jour, ces garanties soient étendues à toutes les négociations en Bourse sans exception.

Vu :

Le Président de la Thèse,
CAPITANT.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Pour le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
J. LAMIRAUD.

BIBLIOGRAPHIE

Boissière. — La Compagnie des agents de change et le marché officiel à la Bourse de Paris.

Bozérien et Jeannot. — La Bourse, ses opérations.

Buchère. — Traité des opérations de Bourse.

Courtois. — Traité des opérations de Bourse.

Crépon. — De la négociation des effets publics et autres.

Guilmart. — Le Marché libre de la Bourse de Paris.

Lacour. — Note au *Dalloz*, 1912.2.257.

Léveillé. — Régime de la Bourse, responsabilité solidaire des agents de change.

Lyon-Caen et Renault. — Droit commercial.

— *Manuel des agents de change*, contenant les lois, règlements et actes officiels qui régissent et intéressent l'exercice de la fonction.

Mollot. — Bourse de commerce, agents de change et courtiers. Règlement particulier de la Compagnie des agents de change de Paris.

Schaffhauser et Chevreton. — Responsabilité des agents de change.

Thaller. — De la faillite des agents de change. Droit commercial.

Waldmann. — La profession d'agent de change, ses droits et ses responsabilités.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION HISTORIQUE.	1
CHAPITRE PREMIER. — Composition de la Chambre syndicale	13
CHAPITRE II. — Caractères juridiques de la Chambre syndicale	24
CHAPITRE III. — Attributions disciplinaires	34
SECTION I. — <i>Intervention de la Chambre syndicale dans la nomination des agents de change</i>	35
SECTION II. — <i>Pouvoirs de surveillance de la Chambre sur les membres du Parquet</i>	42
SECTION III. — <i>Responsabilité de la Chambre syndicale</i>	46
CHAPITRE IV. — L'admission à la cote officielle	67
SECTION I. — <i>Etendue du pouvoir de la Chambre</i>	68
SECTION II. — <i>Responsabilité de la Chambre</i>	79
CHAPITRE V. — Réglementation et exécution des marchés en Bourse	92
CHAPITRE VI. — Administration du patrimoine corporatif	106
CONCLUSION.	117
BIBLIOGRAPHIE.	123

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
